

L'IMPACT DU SECTEUR INTERNATIONAL SUR GENÈVE ET L'ARC LÉMANIQUE



L'OBSERVATOIRE DE LA FONDATION POUR GENÈVE
«IMPACT» – Cahier N°1/6



Fondation pour Genève



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE



ÉCOLE POLYTECHNIQUE
FÉDÉRALE DE LAUSANNE

THE GRADUATE INSTITUTE | GENEVA
INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES
INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL
AND DEVELOPMENT STUDIES

Unil
UNIL | Université de Lausanne

L'IMPACT DU SECTEUR INTERNATIONAL SUR GENÈVE ET L'ARC LÉMANIQUE

UNE ÉTUDE ACADÉMIQUE
MENÉE CONJOINTEMENT PAR



THE GRADUATE INSTITUTE | GENEVA
INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES
INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL
AND DEVELOPMENT STUDIES



Sommaire

Préface	4
Avant-propos	7
– Genèse d’une démarche originale	
Objectifs et méthodologie	11
– Originalité	12
– Objectifs principaux	13
– Définitions et délimitation du périmètre	13
– Problématiques, hypothèses de travail	17
– Base de données	20
– Présentation des enquêtes	21
Premiers résultats de l’étude et interviews des chercheurs	25
– Le contexte régional: Genève comme «petite ville mondiale»	27
– Interview de Manouk Borzakian (EPFL) «Genève représente la plus petite des villes mondiales»	36
– Impact direct sur l’économie genevoise des multinationales établies dans le canton de Genève	38
– Interview de Délia Nilles (Unil) «Les multinationales étrangères ont une productivité plus élevée que l’économie genevoise dans son ensemble»	44
– Le personnel employé par les multinationales et les salaires versés	46
– Interview de Yves Flückiger (Unige) «Il était temps de fournir une image plus réelle des internationaux à Genève»	54
– Les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, les missions permanentes	56
– Interview de Cédric Dupont (IHEID) «On connaît mal la Genève internationale»	58
– Entretiens croisés	60
Synthèse	63
– Prochaines étapes	67
Organisation de la recherche	68
Remerciements	70

PRÉFACE

Préface

Donner pour recevoir... Tel est l'un des principes fondamentaux de l'«Esprit de Genève» qui a présidé et préside encore à la destinée de notre ville. Ici réside l'une des raisons pour lesquelles Genève est devenue en l'espace d'un siècle le plus grand centre mondial de coopération internationale.

Ville de refuge, lieu de passage des grands intellectuels de ce monde, centre névralgique de la pensée humaniste, la «petite ville mondiale» s'est depuis toujours intéressée au sort de l'humanité. Son sens humanitaire, diplomatique, arbitral et éthique ont attiré non seulement les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, mais tout autant les multinationales. Autant de qualités qui font de Genève une ville phare pour le rayonnement de la Suisse dans le monde avec pour corollaire une forte dépendance de notre canton au succès de sa délicate mission. Dépendance dont découle sa prospérité pour plus de moitié!

C'est dans le droit fil de cet esprit que la Fondation pour Genève s'inquiète du destin de la «Genève internationale». Cette dernière décennie, notre ville a été traversée en effet par de douloureux problèmes de logement, de mobilité et de sécurité. Le climat s'est tendu. Il n'en fallait pas plus pour que les internationaux de Genève soient pointés du doigt par une partie de la population et de la classe politique. Les rumeurs les plus inquiétantes vont bon train. Elles ne sont hélas pas seulement le lot de cafés du commerce. Elles émanent souvent de personnes influentes qui ne mesurent sans doute pas les conséquences possibles de leurs actes.

Certes, il n'y a pas le «feu au lac». Toutefois, tous les signaux sont allumés pour que l'on prenne sérieusement la question à bras le corps. Genève et sa région demeurent-elles oui ou non un havre bénéfique pour les internationaux? Quelle est sa place dans la concurrence des villes qui tentent d'attirer les organisations internationales et les multinationales? Quant aux internationaux, comment se sentent-ils intégrés à Genève, quelle est leur perception des sentiments que les Genevois éprouvent à leur égard?



Pour en avoir le cœur net, seuls des faits, des chiffres, des statistiques peuvent faire foi. Jusqu'ici jamais une étude académique n'avait été mise en œuvre pour répondre à ces questions. En faisant appel conjointement aux Universités de Genève et de Lausanne, à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), la Fondation pour Genève entend fournir un état des lieux le plus réaliste possible.

Ce Cahier, le premier d'une série de six sur le thème «Impact», offre une photographie objective de la situation. Ses résultats prouvent scientifiquement l'importance décisive du secteur international sur notre sol. A la population et aux politiciens de s'en inspirer, pour le bien-être des internationaux comme des autres habitants de la région.

Cette étude, d'une durée de deux ans, permet enfin de réaliser combien le sort de la «Genève internationale» dépasse le sien propre: il a une incidence considérable sur celui du monde lui-même. A nous de veiller à ce qu'il en soit ainsi à l'avenir.

Ivan Pictet

Président de la Fondation pour Genève



AVANT-PROPOS

Genèse d'une démarche originale

L'étude que vous tenez entre les mains (cinq autres suivront) est originale. Doublement. Non seulement par sa méthodologie et ses résultats, mais en raison même de sa genèse et de sa dynamique. On peut même ajouter que c'est une première.

Depuis la présidence d'Ivan Pictet en 1998, la Fondation pour Genève n'a de cesse de se battre pour une Genève rayonnante, ouverte sur le monde en tant que centre de coopération internationale. Elle initie des études, formule des propositions de choix stratégiques pour maintenir cette «petite ville mondiale» dans le peloton de tête des villes internationales. La Fondation participe à divers comités de réflexion patronnés par les autorités fédérales, cantonales ou municipales et s'associe à divers projets visant à faire connaître les centres de compétences mondiaux de la région lémanique. Elle joue enfin un rôle de porte-parole des acteurs du secteur international.

Or plus le temps passe, plus la Fondation pour Genève a pu mesurer combien le combat est rude afin de maintenir la tradition, qui remonte à très loin, d'une ville qui compte dans le concert des décideurs de niveau international.

Dès les années 1990, force était de constater que le monde changeait. Siège incontournable des organisations internationales, Genève ne pouvait plus se reposer sur sa seule notoriété internationale et sa réputation de «bons offices». D'autres capitales se pressaient pour proposer les leurs, sans pour autant bénéficier de la même expérience. Ainsi, la Fondation pour Genève a mis les bouchées doubles afin de renforcer le positionnement international de la région lémanique, améliorer les relations entre les communautés internationales et locales, favoriser l'accueil des internationaux et leurs conjoints, développer des initiatives qui favorisent le dialogue et l'échange d'idées.

Ce combat, mené conjointement avec les autorités, a porté ses fruits. Après l'installation de l'OMC, de nombreuses autres organisations ainsi que diverses multinationales ont élu domicile à Genève. On aurait pu croire un temps la victoire remportée. C'eut été compter sans la crise qui commençait à se profiler, et sans plusieurs autres facteurs qui devaient affecter la ville du bout du lac.

Genève, comme la région lémanique est confrontée ces dernières années à des problèmes perceptibles au niveau du logement qui se raréfie, du trafic automobile qui se densifie et du coût de la vie qui augmente. L'ouverture des bilatérales en 2002, favorisant l'emploi sur notre sol des étrangers, a contribué de son côté à rendre la ville plus compliquée à vivre.

Pareil contexte ne pouvait que nuire aux relations entre Genevois et internationaux. Déstabilisés par la crise économique et la montée du chômage, un certain nombre de Genevois, renforcés par quelques politiciens, n'hésitent pas à fustiger les internationaux et à dénoncer leurs privilèges. Quant à ces derniers, la Fondation pour Genève est bien placée pour



constater chez eux un malaise nouveau. Au moment même où elle les sollicitait pour contribuer financièrement à ses efforts, elle recevait de nombreux signes, témoignages et doléances de leur part manifestant le sentiment grandissant d'être mal aimés.

On se retrouve ainsi devant un paradoxe insolite: tandis que nombre d'internationaux sont véritablement intégrés à Genève pour y vivre depuis de nombreuses années, les voilà de plus en plus mal perçus par une frange de la population genevoise. Pire, alors que cette même frange s'inquiète de l'avenir économique de Genève, son aveuglement l'empêche de mesurer l'apport considérable des organisations internationales comme des multinationales sur le sol genevois! C'est un euphémisme d'affirmer qu'un malaise se fait jour entre les deux populations.

Trop de chiffres provenant de sources multiples, trop de points de vue subjectifs et partisans ont alimenté les rumeurs sur le sujet. Seule une étude académique et scientifique serait susceptible de fournir une lisibilité objective de la réalité des internationaux sur notre territoire et son impact tant économique que sociologique.

La proposition de la Fondation pour Genève est simple: confier le soin au monde académique lémanique de mesurer, avec la rigueur qui s'impose dans ce type de travail, l'impact de la présence dite internationale sur le territoire lémanique, ce sous tous les angles et selon une dynamique interdisciplinaire. L'idée a aussitôt séduit. Tant les académiques que les donateurs de la Fondation pour Genève. Sans plus attendre, un groupe de travail est constitué, issu de quatre institutions différentes mais également de disciplines variées représentées par les professeurs Yves Flückiger (Université de Genève), Jacques Lévy (EPFL), Délia Nilles (Université de Lausanne) et Cédric Dupont (IHEID). A charge pour eux d'affiner les contours du mandat, de constituer un groupe de chercheurs et de mener les premières recherches. Un an plus tard les premiers résultats se font jour. Ils sont présentés lors d'une conférence de presse en novembre 2012 et font l'objet de ce premier Cahier.

Serge Bimpage
Journaliste



OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE

Avant de présenter la substance de ce premier Cahier consacré à l'impact du secteur international sur Genève et la région lémanique, il convient de rappeler son originalité, de préciser les objectifs poursuivis par l'étude et d'en délimiter plus clairement les contours.

Originalité

Tout d'abord, cette étude est originale, car elle réunit quatre institutions universitaires de l'arc lémanique qui se sont alliées pour réaliser cette recherche. C'est effectivement une première dans ce domaine, qui va perdurer durant les prochaines étapes de cette étude.

Cette étude est aussi originale car elle est pluridisciplinaire. Jacques Lévy est professeur de géographie et d'urbanisme à l'EPFL. Cédric Dupont est professeur de sciences politiques à l'IHEID. Délia Nilles est économiste à l'UNIL et s'occupe en particulier des analyses macroéconomiques des retombées de la Genève internationale et Yves Flückiger est micro économiste à l'UNIGE. Cette approche véritablement pluridisciplinaire permettra de varier les angles et les regards sur la Genève internationale.

Troisièmement, cette étude mêle des données qui existent déjà (mais abordées sous un angle original en marquant la distinction entre entreprises multinationales et nationales) et des données provenant de vastes enquêtes auprès des organisations internationales et des ONG. Ces questionnaires nous permettent de procéder à des analyses très originales sur une série de facettes que les statistiques officielles ne permettent pas d'éclairer.

Finalement, cette étude prévoit une séquence dans le temps qui sera ponctuée de plusieurs conférences de presse, environ deux par année:

1. La prochaine aura pour objectif d'étudier les résultats des questionnaires individuels auprès des OI et des multinationales pour porter un regard nouveau sur le personnel international, son profil, mais aussi sa demande en matière de logement, de formation, de santé et de mobilité.
2. La deuxième conférence de presse sera centrée sur le secteur international et la région pour examiner les questions et les défis pour la mobilité et le logement.
3. La troisième sera organisée autour de la notion de *cluster*, en se concentrant sur le type et la densité des liens entre les différents acteurs de la Genève internationale.
4. Une quatrième conférence portera sur la perception du secteur international par la population mais aussi sur l'impact de ce secteur pour l'ensemble des entreprises locales, avec une enquête auprès des PME genevoises.
5. La dernière conférence de presse sera axée sur l'avenir: une analyse prospective qui mettra en évidence les facteurs et défis de développement de la Genève internationale.



Objectifs principaux de l'étude

- Réaliser une étude de l'impact économique de la présence du secteur international sur le canton de Genève et, plus généralement, sur l'arc lémanique.
- Offrir aux décideurs politiques et aux acteurs économiques une analyse validée scientifiquement en vue d'établir politiques et stratégies.
- Elaborer des recommandations pour une stratégie de développement du secteur international dans le cadre de l'arc lémanique.

Définitions et délimitation du périmètre de l'étude

Si le terme de «Genève internationale» est très souvent évoqué dans les débats publics et dans les discussions politiques, force est de reconnaître que la définition donnée à ce terme varie grandement d'une étude à l'autre - ce qui constitue sans nul doute une des causes principales des incompréhensions sur ce sujet. Pour certains, la Genève internationale se limite aux seules organisations internationales, gouvernementales ou non. Pour d'autres, elle englobe les multinationales étrangères alors que d'autres encore y ajoutent les multinationales suisses. Dans ces conditions, il n'est guère surprenant de constater que les chiffres publiés diffèrent, ceci d'autant plus que la définition même de «multinationale» n'est en soi pas si évidente et qu'elle peut également faire l'objet de discussion.

L'analyse du périmètre se fait sur trois niveaux. Celui du secteur international tout d'abord. Ce dernier est à l'origine de la demande qui s'adresse à l'économie cantonale ou lémanique et, en ce sens, il est à la source de cette étude d'impact. Celui ensuite des domaines et des secteurs dans lesquels ces effets vont se faire ressentir. Ils bénéficient de la présence du secteur international mais ils constituent aussi, le cas échéant, des facteurs de contrainte pour son implantation ou son développement. En ce sens, ils sont susceptibles d'exercer une influence sur l'attractivité de la région. Finalement, celui du territoire sur lequel l'analyse est effectuée. Nous allons brièvement reprendre ces trois périmètres pour les expliciter.

■ 1. Définition du secteur international

Pour bien délimiter le champ de l'analyse, il convient de définir en premier lieu ce que l'on entend par « secteur international ». Cette délimitation est d'autant plus importante qu'elle permet de mieux comprendre des résultats qui peuvent sembler contradictoires mais qui proviennent plus simplement de définitions différentes.



De surcroît, la délimitation du secteur international employée doit pouvoir reposer sur des critères clairs et dépourvus de toute ambiguïté. Le secteur international qui fait l'objet de notre analyse d'impact recouvre toutes les entreprises multinationales, organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales localisées sur le canton de Genève. Avant de considérer ce que cela recouvre, il est utile de donner une définition.

S'il n'existe pas de définition simple, précise et communément admise des *entreprises multinationales* (EM), en termes statistiques, on considère qu'il s'agit de sociétés ou de groupes de sociétés qui possèdent des filiales qu'elles contrôlent complètement ou en partie, dans plusieurs pays (trois au minimum), dont la gestion et l'administration sont centralisées. Les sociétés de portefeuilles, de placement ou de financement sont à écarter de par leur mode d'organisation. L'usage de cette délimitation des entreprises dites multinationales présente l'avantage d'être utilisée par l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT) pour élaborer ses propres séries statistiques. Si bien que les données collectées par cet office ont pu être employées dans le cadre de la présente étude. Nous avons pu également disposer de la liste des entreprises multinationales utilisée par l'OCSTAT. Cette définition n'établit pas de distinction selon «l'origine» de l'établissement. Elle recouvre donc à la fois les multinationales suisses, dont le siège social se situe dans notre pays, ainsi que les multinationales dont le siège social est localisé dans le reste du monde. Etant donné que les statistiques officielles n'établissent pas cette distinction pourtant intéressante dans certains cas, le recours à des enquêtes spécifiques peut s'avérer indispensable pour compléter l'analyse de ce secteur.

Les *organisations internationales gouvernementales* (OI) résultent d'un accord intergouvernemental impliquant au moins trois Etats. Les organisations internationales gouvernementales forment des institutions durables constituées de manière régulière qui réunissent des représentants des Etats membres pour remplir des fonctions d'intérêt international.

Les *organisations internationales non gouvernementales* (ONG) sont des associations à but non lucratif, indépendantes des gouvernements, organisées au niveau international. Des délégués de gouvernements peuvent être membres d'ONG à condition que leur présence ne limite pas l'indépendance de l'organisation considérée et n'entrave pas sa liberté d'expression.

A ces trois principaux acteurs du secteur international, on ajoutera encore les missions permanentes, qui constituent des représentations de leur pays auprès du système onusien ou d'autres organisations basées à Genève.

Nous ne retenons pas, dans la définition du secteur international, les entreprises qui conduisent uniquement des activités d'exportation, aussi importantes soient-elles. En effet, si une telle approche était retenue, il deviendrait excessivement difficile voire impossible, faute également de données pertinentes, de distinguer les entreprises appartenant au secteur international des autres qui sont strictement liées au marché domestique. De surcroît, considérant le degré d'ouverture de l'économie cantonale et de la plupart



des entreprises locales, une telle délimitation reviendrait à considérer que toutes les entreprises font partie du secteur international. Cela ne signifie pas pour autant que ces entreprises, très extraverties mais qui ne remplissent pas les critères précédemment évoqués, sont exclues de l'analyse. Elles seront intégrées à l'étude au travers des effets multiplicateurs générés par les activités des entreprises multinationales qui ont des impacts sur le tissu économique local, par le biais notamment des achats de biens et de services qu'elles y effectuent.

A la lumière de ces remarques, font partie du secteur international, les entreprises suivantes:

- l'ensemble des organisations internationales gouvernementales et intergouvernementales avec accord de siège ou de nature fiscale avec la Suisse;
- les organisations internationales dites non gouvernementales;
- les missions permanentes auprès de l'ONUG, de l'OMC et de la Conférence du désarmement;
- les consulats;
- les sociétés multinationales suisses et étrangères qui ont des filiales dans trois autres pays au minimum.

Si cette délimitation sera utilisée comme fil conducteur de l'ensemble de l'analyse, nous la compléterons encore, notamment lorsque nous aborderons les questions sociales, culturelles ou politiques. Nous indiquerons également systématiquement tout au long de l'étude, et en particulier dans cette brochure, toute déviation de cette définition centrale lorsqu'un éclairage complémentaire semblera utile à proposer au lecteur.

■ 2. *Délimitation des secteurs et des domaines d'impact*

Après avoir défini ce que nous entendons par «secteur international», il nous faut délimiter les différents domaines et secteurs sur lesquels la présence de ces entreprises exerce un impact significatif, notamment au niveau de la demande qui s'adresse directement ou indirectement à eux. L'absence dans la liste ci-après de certains secteurs, par exemple l'agriculture, ne signifie pas qu'ils ne soient pas affectés par la présence de ces entreprises, puisque, par le biais des effets multiplicateurs, tous les secteurs économiques sont touchés, d'une manière ou d'une autre, par le secteur international. Cette absence indique simplement que les effets sont plutôt marginaux ou pas assez significatifs pour consacrer une partie de l'étude à ces domaines.

L'étude est donc articulée autour de secteurs et domaines qui ont été identifiés par le mandat et pour lesquels la présence du secteur international exerce un impact à la fois sur le volume de la demande et sur sa composition. Cette analyse sectorielle aura non seulement pour objectif de mesurer l'impact du secteur international sur la demande qui s'adresse à ces secteurs/domaines mais aussi d'isoler les éventuels goulots d'étranglement ou facteurs de contraintes susceptibles d'affecter l'attractivité de Genève. Cette approche sectorielle



complètera l'étude macroéconomique relative à l'apport économique et fiscal du secteur international dont les premiers résultats sont présentés dans ce cahier. Les secteurs ou domaines qui ont été, ou qui seront, pris en compte dans notre recherche sont les suivants:

- L'espace urbain, et notamment les infrastructures
- Le logement
- La santé
- L'enseignement
- La formation professionnelle
- L'environnement
- Le «vivre ensemble»
- Le positionnement de Genève et l'arc lémanique (marque, *know-how*, rayonnement, reconnaissance par les instances internationales).

■ 3. Délimitation géographique

Du point de vue territorial, notre étude est centrée sur les entreprises et organisations du secteur international localisées sur le territoire du canton de Genève. Cette limitation est non seulement indispensable pour avoir accès à des bases statistiques officielles qui sont collectées sur ce découpage géographique mais aussi pour limiter la portée de l'étude.

Une nouvelle fois, cela ne signifie pas pour autant que l'analyse d'impact se limitera au seul territoire cantonal. Tout d'abord, parce que l'analyse d'impact sera effectuée sur l'ensemble de l'espace lémanique, y compris la France voisine. Nous nous efforcerons, de surcroît, lorsque cela sera possible, de distinguer les effets induits pour Genève, le canton de Vaud et la France voisine. Finalement, parce que l'analyse de certains des domaines identifiés au point précédent, notamment en ce qui concerne le positionnement de Genève sur la scène internationale, nécessitera un élargissement de notre étude à l'ensemble de l'arc lémanique ou même de la Suisse, afin d'appréhender la dimension de «cluster» qui constitue un facteur important pour comprendre le choix de localisation des entreprises du secteur international.

Forts de ces définitions et des délimitations de notre étude, nous pouvons brièvement en cerner la problématique et dégager les hypothèses que nous chercherons à vérifier.



Problématiques et hypothèses de travail

En comparaison internationale, Genève est une «petite ville mondiale» confrontée à des problèmes à la fois locaux et globaux. De plus, la mondialité de Genève ne se réduit pas à sa composante diplomatique et onusienne. Nous avons dès lors choisi d'étudier conjointement les logiques productives et sociales, locales et globales, qui ne peuvent être dissociées. Il convient de penser l'agglomération comme un tout pour mesurer correctement et de la manière la plus exhaustive possible l'impact de la Genève internationale.

Cerner les « mondialités » de Genève

Premièrement, Genève est une ville mondiale, connectée aux réseaux mondiaux. De fait, sa mondialité ne se résume pas à une «Genève internationale» réduite aux entreprises multinationales, aux OI, ONG et missions diplomatiques: elle est le fait de flux de personnes, d'investissements et d'idées, à différentes échelles, des principaux réseaux financiers mondiaux aux pendulaires de France voisine. Derrière l'expression réductrice «Genève internationale» se dresse ainsi une réalité protéiforme.

Par ailleurs, les chiffres et études existants ne nous disent pas ce qu'est véritablement le secteur international – sa composition socio-culturelle, la longueur des séjours des personnes qui forment ce secteur, l'origine nationale des employés et des investissements – ni comment ses différentes composantes (multinationales, OI, ONG et missions diplomatiques) interagissent (l'existence d'une douzaine de *clusters* n'a pas fait l'objet d'études fouillées) et encore moins la manière dont il s'intègre dans le tissu socio-économique et l'espace genevois. A partir de quoi nous nous efforcerons de:

- Localiser précisément et systématiquement le secteur international en reliant ses logiques spatiales aux caractéristiques sociodémographiques des communes de l'agglomération genevoise:
 - localisation des multinationales, OI, ONG et missions diplomatiques par le biais du traitement des données existantes, création d'une base de données exhaustive et de la cartographie thématique à partir de ces données;
 - mise en évidence, par la voie des questionnaires qui ont été adressés aux employés, des stratégies résidentielles, des mobilités des employés du secteur international et de leur diversité, des lieux de formation de leurs enfants, de leurs pratiques de santé, etc.;
 - connaissance, par la voie des questionnaires que nous avons adressés aux organisations internationales et entreprises multinationales, de leurs stratégies de recrutement et d'investissement dans la métropole genevoise. Sur la base de ces questionnaires et des données disponibles de l'Enquête suisse sur les salaires pour l'année 2010, évaluation de l'adéquation des compétences du personnel local aux besoins des organisations et des entreprises internationales, en comparant les caractéristiques du personnel employé avec celles de la population locale.



Mesure de l'ampleur du subventionnement du logement ou de l'éducation et en évaluer l'effet sur le marché local.

- Mesurer l'impact du secteur international. Si la population perçoit très directement certains des effets de saturation ou d'engorgement liés à la présence du secteur international, elle n'en évalue pas, ou très mal, les impacts économiques et les retombées pour toute la région. Le but est d'estimer l'effet multiplicateur des activités de ces entreprises, sociétés et organisations, à savoir la création supplémentaire de valeur ajoutée ainsi que la création ou le maintien des emplois associés. Ces impacts sont sectoriels, dans les domaines de l'éducation, de la santé ou du logement notamment, mais ils sont aussi, et même surtout, macro-économiques. Ils sont de surcroît liés à des entreprises ou organisations entrant dans divers *clusters* dont on pourra également estimer l'impact sous le même angle d'analyse que ci-dessus. De façon schématique, trois impacts seront analysés:
 - l'impact direct mesure la création directe de richesse (essentiellement valeur ajoutée et impôts) à travers les activités déployées par les entreprises, sociétés et organisations internationales à Genève;
 - l'impact indirect mesure le surplus de valeur injectée dans l'économie genevoise et régionale à partir des dépenses des entreprises, sociétés et organisations internationales et de leurs employés;
 - l'impact induit mesure l'effet d'entraînement à travers les dépenses successives engendrées par les impacts directs et indirects.
- Analyser le niveau de salaires pratiqués dans les entreprises multinationales en comparaison des autres employeurs du canton pour déterminer s'il existe des politiques salariales distinctes.
- Evaluer, par la voie des questionnaires adressés aux employés, l'intégration et la satisfaction des employés du secteur international, tout en soulignant et en interrogeant les lignes de démarcation au sein de cette population. Evaluer à l'aide de ces questionnaires et des données disponibles de l'OCSTAT, les éventuelles lacunes dans l'offre des domaines tels que la santé, le logement et l'éducation (principalement les places dans les écoles privées et le niveau de satisfaction global du système éducatif) qui pourraient représenter un obstacle à leur venue dans le canton.
- Estimer, à partir de toutes les données disponibles et du questionnaire employé, l'évolution de la demande de la population internationale en matière d'éducation, de logement et d'autres infrastructures. Identifier les domaines où il serait nécessaire d'investir.
- Estimer par la même méthode, à partir de la statistique des coûts et du financement du système de santé, les dépenses de santé de la population internationale par type de prestation. Et par conséquent, inférer la part du système de santé genevois utilisée par la population internationale.



- Evaluer, par voie d'entretiens auprès de responsables associatifs et politiques et d'acteurs économiques divers, la perception de la population internationale par les Genevois.
- Evaluer, par la voie des questionnaires ainsi que par une série d'entretiens approfondis auprès d'un échantillon de ces mêmes acteurs, les structures et logiques d'interaction au sein du secteur international, en faisant ressortir les particularités de Genève en comparaison internationale.

Ces différents axes font écho à trois hypothèses:

- Les spatialités du secteur international (résidences, mobilités, choix des lieux fréquentés) font partie des principaux éléments de diagnostic des difficultés actuelles, relevant de l'ensemble des thématiques abordées par l'étude (logement, éducation, espace urbain, vivre ensemble).
- Les employés du secteur international ne peuvent être envisagés comme une réalité monolithique («les expatriés») et l'étude doit mettre en avant la diversité des situations correspondant à autant de sous-groupes.
- Le secteur international constitue un ensemble de différents réseaux d'interaction, dont les logiques et structures varient grandement. L'étude vise à en souligner les forces et faiblesses relatives.

Penser l'agglomération comme un tout

Géographes et urbanistes ont montré que l'urbain ne correspond plus aujourd'hui au modèle traditionnel d'une structure concentrique au cœur facilement identifiable, mais relève plutôt d'une «centralité généralisée» aux limites imprécises.

La situation de Genève ne peut donc se comprendre indépendamment des évolutions que connaît l'ensemble de l'agglomération: la centralité de la ville – principal siège des emplois et de la productivité de l'agglomération – ne doit pas empêcher de penser l'espace transfrontalier comme un tout complexe dont chaque part joue un rôle actif.

Cette hypothèse de travail, qui fait de la frontière une réalité productive plutôt qu'une ligne de séparation, est simplement confirmée ne serait-ce que par le poids des travailleurs étrangers dans l'emploi genevois. Elle implique:

- Un travail en profondeur sur les données disponibles sur les mobilités (enquête «déplacements grands territoires», partie transports de l'enquête structurelle de l'OFS, micro-recensements 2010, enquête 2011 du CRFG sur la mobilité transfrontalière).



- Une reformulation du diagnostic de départ en incluant les périphéries de l'agglomération, en-deçà et au-delà des frontières cantonale et nationale: l'objectif de l'étude doit être de penser les opportunités de développement de la métropole genevoise offertes par ses espaces aujourd'hui perçus comme périphériques mais virtuellement porteurs de centralités alternatives (attractivité résidentielle y compris pour la population suisse, alternative pour l'implantation de nouvelles organisations et entreprises).

Il s'agit aussi de dépasser l'alternative entre amélioration de la productivité d'un côté et enrichissement de la population et respect du cadre de vie d'autre part: la croissance ou création de richesse – mesurée par le PIB – et le développement – enrichissement et qualité de vie – ne sont pas synonymes. Le diagnostic du mandant exige de traiter simultanément ces deux enjeux et surtout de les réconcilier.

Bases de données

L'étude d'impact est basée sur une approche académique non seulement quant aux méthodes employées mais aussi quant à l'objectivité des observations faites et des pistes proposées. Cette objectivité est garantie, en premier lieu, par les données employées pour effectuer la recherche. Pour ce faire, nous avons choisi d'utiliser, dans la mesure du possible, les données de la statistique officielle parce qu'elles ont pour elles le sceau de l'officialité et de la fiabilité, même si elles ont pour défaut de ne pas toujours porter sur les années les plus récentes. A ce stade, et sans préjuger des besoins qui pourront se manifester au cours de mandat, nous prévoyons d'utiliser les bases de données suivantes:

- Le recensement fédéral de la population pour l'année la plus récente disponible: ces données sont en effet particulièrement utiles pour caractériser la population active, notamment selon les secteurs économiques considérés, information que nous utilisons comme point de référence et de comparaison par rapport au personnel employé dans le secteur international.
- Le micro-recensement mobilité et transports effectué en 2010 et dont les données sont disponibles depuis 2012.
- Le recensement fédéral des entreprises 2008: ces données sont très utiles pour caractériser la demande de travail recensée dans les différents secteurs étudiés, en particulier pour déterminer le caractère plus ou moins extraverti des entreprises qui s'y trouvent mais aussi la composition de la main-d'œuvre qu'elles occupent.
- L'Enquête suisse sur la population active (ESPA) pour l'année 2010: cette enquête est utile notamment parce qu'elle fournit des données annuelles sur un très grand nombre de variables qui permettent de caractériser l'offre de travail de manière plus détaillée que ne peuvent le faire les recensements fédéraux de la population.



- L'Enquête sur la structure des salaires (ESS), plus connue sous le nom de Lohnstrukturhebung (LSE), pour l'année 2010: cette enquête réalisée tous les deux ans depuis 1994, offre un échantillon extrêmement large de la population salariée occupée dans l'économie privée. Elle nous permet notamment de déterminer le niveau des salaires médians par secteur et par type d'entreprise mais elle permet aussi de connaître la distribution des rémunérations par région.
- L'enquête de l'OCSTAT sur les salaires versés par les organisations gouvernementales et non gouvernementales et leurs dépenses ventilées en fonction notamment du lieu de résidence des employés.

Si nous utilisons systématiquement les données les plus récentes disponibles, nous prenons soin également de mettre à profit les données historiques pour saisir les grandes tendances qui se sont manifestées au cours des dernières décennies.

De surcroît, conscients des limites de ces sources officielles qui ne nous permettent pas de saisir toutes les informations voulues sur les domaines et secteurs identifiés, mais qui ne sont pas non plus les plus actuelles, nous avons décidé de compléter ces informations statistiques par des questionnaires ciblés sur les entreprises et organisations du secteur international.

Ce questionnaire d'entreprises ou d'organisations a été encore complété par un deuxième questionnaire individuel administré au niveau des personnes qui travaillent dans une entreprise ou dans une organisation du secteur international.

Finalement, des questionnaires spécifiques, ciblés sur les entreprises actives dans un des huit secteurs ou domaines identifiés, ou des entretiens individuels de membres de la direction de ces entreprises ou organisations seront réalisés dans la suite de l'étude.

Présentation des enquêtes

Si les différentes données fournies par la statistique officielle permettent de répondre à de nombreuses questions concernant la Genève internationale, elles n'éclairent cependant pas certains aspects importants pour l'étude. C'est pourquoi différents questionnaires ont été conçus conjointement par les quatre instituts universitaires pour mener des analyses plus approfondies, notamment sur les thématiques des stratégies de recrutement de la part des entreprises et des organisations internationales, de l'attractivité de Genève, du logement, de l'éducation ou de la mobilité.

Trois types de questionnaires ont ainsi été réalisés. Le premier est destiné au management des différents types d'organisations et entreprises de la Genève internationale, le second à leur personnel, et le troisième aux entreprises et PME «locales» du canton.



Le premier type de questionnaire a ainsi été adressé au management des organisations internationales gouvernementales, aux organisations internationales non gouvernementales, aux missions permanentes, aux entreprises multinationales membres du Groupement des Entreprises Multinationales (GEM) et aux banques. Bien que différents pour répondre aux spécificités de chaque type d'établissement, ces questionnaires abordent tous les thèmes suivants avec les objectifs indiqués ci-après:

- informations générales sur l'établissement;
- valeur ajoutée et emploi: évaluer la stratégie d'investissement et de recrutement;
- logement: évaluer l'ampleur du subventionnement du logement du personnel;
- espace urbain et vivre ensemble: évaluer les politiques d'incitation à l'intégration du personnel;
- santé: évaluer l'ampleur du subventionnement de l'assurance santé du personnel;
- éducation: évaluer l'ampleur du subventionnement de l'éducation des enfants du personnel;
- attractivité de Genève: évaluer l'attractivité de Genève ainsi que les structures et logiques d'interactions entre les différentes composantes de la Genève internationale.

Lancés dans le courant de l'année 2012, les différents questionnaires comptent un total de 112 réponses complètes au 31 décembre 2012.

Questionnaire adressé au management	Réponses complètes	Potentiel (~)	Taux de réponse (~)
Missions permanentes	9	215	4 %
Organisations internationales gouvernementales	21	46	45 %
Organisations internationales non gouvernementales	46	310	15 %
Banques	18	127	14 %
Multinationales membres du GEM	18	77 (Total des multinationales sans les banques: 800)	23 % [2 %]
Total	112	775 (1498)	14 % [7 %]



Le deuxième type de questionnaire s'adresse au personnel des organisations et entreprises de la Genève Internationale, et se compose de 4 questionnaires différents: un pour le personnel des organisations internationales (gouvernementales et non gouvernementales) et des missions permanentes, un spécifique pour la catégorie des utilisateurs du CERN qui ne figurent pas sur la liste des employés de l'organisation mais qui sont présents à Genève pour des périodes allant de quelques semaines à plusieurs années), un pour les employés des banques, et un pour le personnel des entreprises multinationales. À nouveau, bien qu'étant différents pour répondre aux spécificités de chaque type d'établissement, ces questionnaires abordent tous les sections suivantes avec les objectifs indiqués ci-après:

- informations générales sur l'employé: caractériser le profil des employés de la Genève Internationale (nationalité, situation familiale, activité professionnelle);
- logement: caractériser le type de logement occupé (en location ou non, taille, niveau du loyer);
- santé: évaluer le système de santé genevois et son utilisation;
- éducation: évaluer le système éducatif genevois et son utilisation;
- transports et environnement: évaluer les habitudes en matière de mobilité;
- vivre ensemble: évaluer l'intégration des employés au sein de Genève.

Lancés dans le courant de l'année 2012, les différents questionnaires comptent un total de 3'918 réponses complètes au 31 décembre 2012.

Questionnaire adressé au personnel	Réponses complètes	Potentiel (~)	Taux de réponse (~)
Organisations internationales et missions permanentes	1693	28'000	6 %
Utilisateurs du CERN	325	-	-
Banques	1008	19'000	5 %
Multinationales membres du GEM	892	Total du personnel des multinationales sans les banques: 58'000	[1.5 %]
Total	3918	[105'000]	[3.7 %]



Le dernier type de questionnaire est destiné aux entreprises et PME «locales» du canton de Genève, c'est-à-dire aux entreprises n'ayant pas un statut de multinationale, et a pour but d'évaluer l'importance des organisations internationales et des entreprises multinationales pour leurs affaires.

Lancé fin 2012, ce court questionnaire compte un total de 335 réponses complètes au 31 décembre 2012.

Questionnaire adressé au management	Réponses complètes	Potentiel (~)	Taux de réponse (~)
Entreprises et PME «locales»	335	(Liste des membres de la CCIG: 1987)	(17 %)

Du point de vue logistique, ces questionnaires ont été administrés en ligne par l'utilisation de l'outil de questionnaire «LimeSurvey». Le premier type de questionnaire adressé au management a été envoyé auprès des personnes concernées, accompagné d'une lettre de la Mission permanente suisse auprès des Nations Unies pour les Organisations internationales et les Missions permanentes, d'une lettre du GEM et de la Fondation pour Genève auprès des multinationales (membres du GEM), et d'une lettre de Genève Place Financière et de la Fondation pour Genève en ce qui concerne les banques.

Le questionnaire pour les ONG leur a été envoyé directement par le service ONG de la Chancellerie d'Etat du Canton de Genève. Quant aux enquêtes destinées aux employés, il a été demandé au management des organismes concernés de diffuser le lien vers les questionnaires correspondant à leur personnel.

La richesse de ces questionnaires et le grand nombre des réponses obtenues permettront de mener des analyses très détaillées, qui feront l'objet de la prochaine conférence de presse.



PREMIERS RÉSULTATS
DE L'ÉTUDE
ET INTERVIEWS DES
CHERCHEURS

La question posée aux scientifiques a été de savoir si les tensions perceptibles au niveau de la circulation, du logement, de la violence, étaient susceptibles de remettre en cause la politique locale à l'égard des entreprises multinationales et des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales.

Il s'agissait donc d'évaluer les conséquences d'une attractivité persistante en termes notamment d'infrastructure, d'emplois, de demande de services liés à la présence du secteur international et de politiques publiques cantonales, municipales et régionales.

En étudiant les éventuels *clusters* (synergies) qui unissent, au sein de la région genevoise, les entreprises multinationales aux entreprises locales, organisations internationales gouvernementales ou non, cette analyse devrait permettre la mise en valeur des atouts sur lesquels la région devrait s'appuyer pour maintenir sa position mais aussi les facteurs d'engorgement qui pourraient constituer, à plus ou moins long terme, des obstacles au renforcement du secteur international.

La première partie de l'étude a consisté à établir une cartographie résidentielle des populations établies dans la région genevoise en examinant la croissance démographique à l'échelle communale.



LE CONTEXTE REGIONAL: GENÈVE COMME «PETITE VILLE MONDIALE»

S'agissant de la scénographie de l'étude, il convient de parler en premier lieu de l'espace, de la géographie, du territoire, comme d'un décor qui est aussi un personnage.

■ 1. *Un espace métropolitain, transfrontalier, diffus*

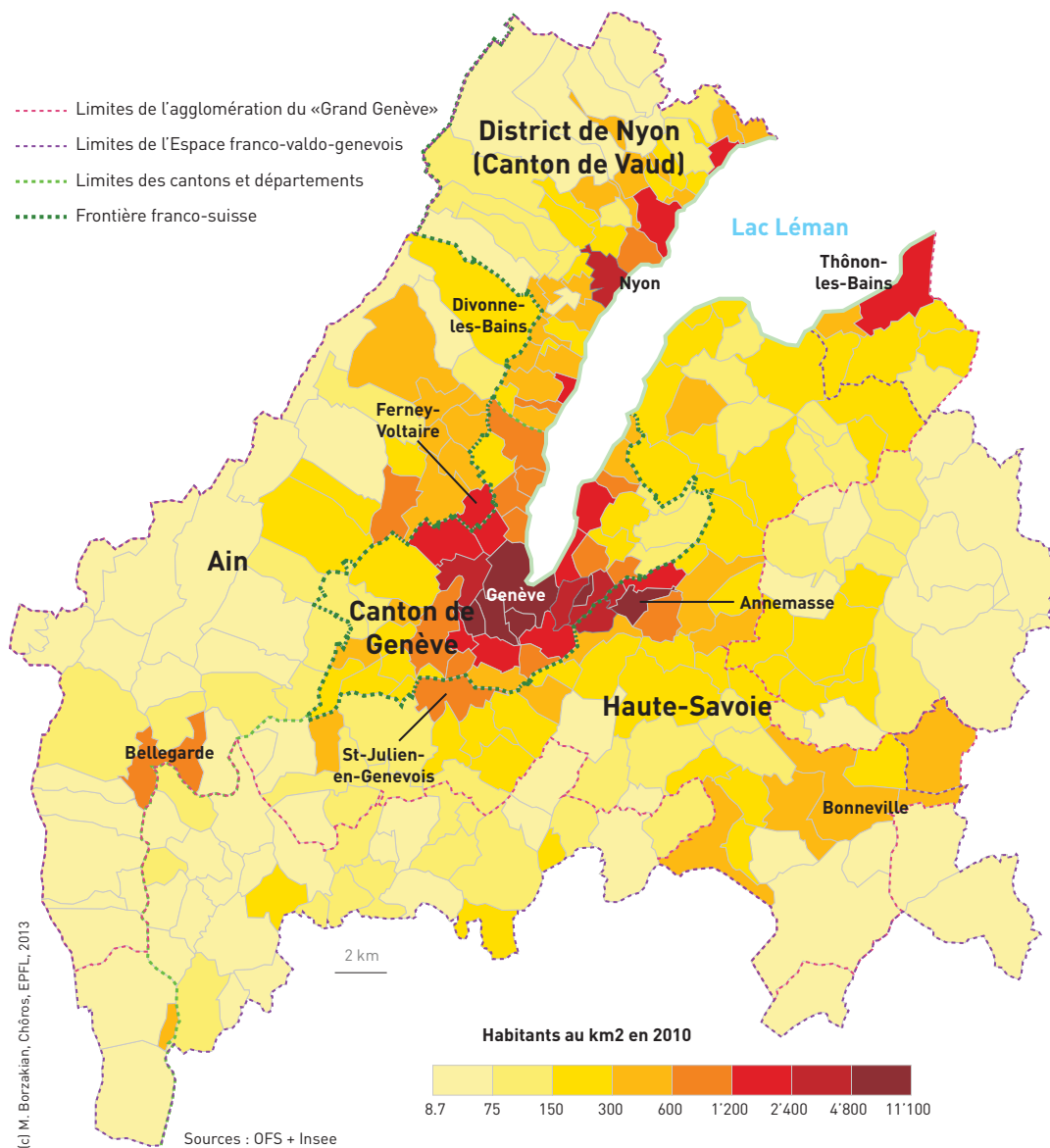
Commençons par des constats assez simples mais qui méritent d'être rappelés, car on perd souvent les ordres de grandeur en restant à la hauteur du débat genevois ou suisse. La métropole genevoise forme un espace (pas seulement une ville et pas seulement le «Grand Genève») avec d'autres pôles dont le pôle lausannois. C'est un espace transfrontalier qui, si on voulait sérieusement l'étudier, nécessiterait que l'on dispose de données portant sur le canton de Vaud et sur la France voisine ce qui n'est malheureusement pas toujours possible.

Nous avons donc commencé par le plus facile en termes de données, la démographie, en portant notre regard sur l'espace pertinent en y incluant notamment une grande partie de la Haute-Savoie et de l'Ain. L'analyse des données démographiques issues des recensements fédéraux de la population met en évidence une forte croissance démographique, soutenue par le solde migratoire international dans le centre, avec déversement du surplus aux périphéries (Nyon et France). La croissance généralisée de l'emploi attire également des frontaliers toujours plus nombreux et recrutés plus loin.

Cependant, si cette expansion est bien réelle elle se joue à une échelle limitée: on est en présence d'un espace diffus avec des densités relativement faibles, comme le montre la carte de densités ci-dessous. Celle de la commune de Genève est ainsi inférieure à la moyenne à l'échelle européenne et, surtout, la densité mesurée au niveau de l'ensemble de l'agglomération est encore plus faible, de l'ordre de 300 habitants/km², ce qui est peu pour un espace urbain.

La masse de l'agglomération est inférieure à un million d'habitants, partie française comprise, supérieure si on inclut l'ensemble du canton de Vaud. Cet ensemble est toutefois intéressant car on peut considérer qu'il est plus grand que la Romandie à certains égards. Si on prend les plus grandes limites de la métropole (en incluant l'agglomération lausannoise), il est même plus grand que la première aire métropolitaine suisse, celle de Zurich.



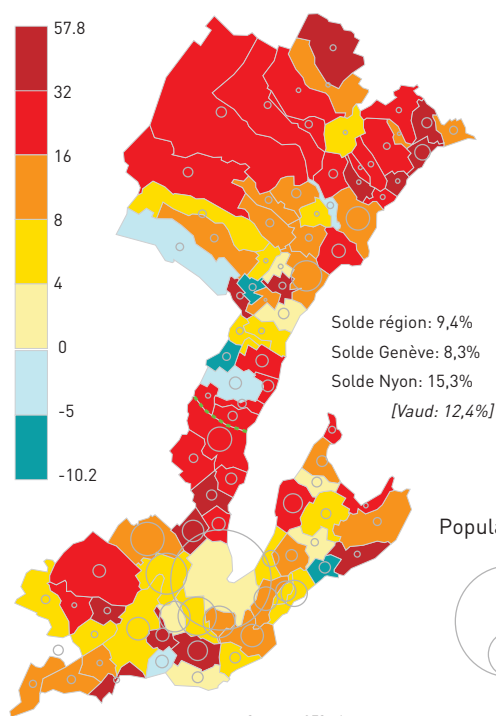


■ 2. Attraction, déversement

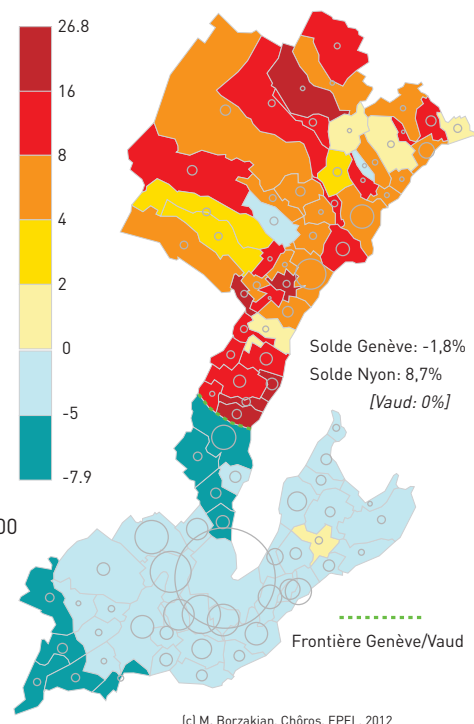
La différence entre la partie suisse et non suisse qui porte sur les salaires, les prix du sol, crée un flux presque mécanique qui constitue une caractéristique très forte de cet espace. Une des caractéristiques des flux générés présente un double mouvement d'attraction et de répulsion, comme une pompe aspirante et refoulante.

Comme le montre la première carte ci-dessous (qui indique le solde migratoire par commune, c'est-à-dire le nombre d'habitants s'installant dans la commune moins ceux qui l'ont quittée durant la période étudiée), le canton est assez attractif pour ce qui est des migrations en général. Cependant, on observe sur la seconde carte un mouvement de déversement vers le canton de Vaud (et en France voisine, non représentée sur la carte faute de données comparables). Le phénomène est encore plus marqué si l'on considère le solde migratoire international: le centre de Genève attire mais ne peut pas garder ses migrants et finalement les rejette hors du canton, y compris en France voisine. Ce mouvement touche à la fois les étrangers et les Suisses: on sait que le tiers des frontaliers en France sont des Suisses. Cette situation résulte notamment de la question du logement. La production de logements à Genève n'est clairement pas à la hauteur de la demande, en particulier parce qu'on ne parvient pas à construire à proximité du centre à cause de la zone agricole qui rend la «pompe refoulante» d'autant plus puissante et repousse la population plus loin.

Solde migratoire (en %) entre 2000 et 2010



Solde migratoire intercantonal



■ 3. Un cosmopolitisme original...

La figure suivante, sur le cosmopolitisme, propose une typologie des communes basée sur le recensement des résidents étrangers: le graphique accompagnant la carte montre la logique présidant à cette typologie et les regroupements nationaux effectués en amont. On constate que Genève est originale en Romandie parce qu'elle présente une diversité très importante de nationalités, notamment grâce à celles liées à la Genève diplomatique. On a un éventail extrêmement large, assez rare à l'échelle mondiale, qui constitue certainement un point fort de Genève même si la réponse sur l'utilisation de cet atout ne va pas de soi.

Huit classes, trois grands types de communes:

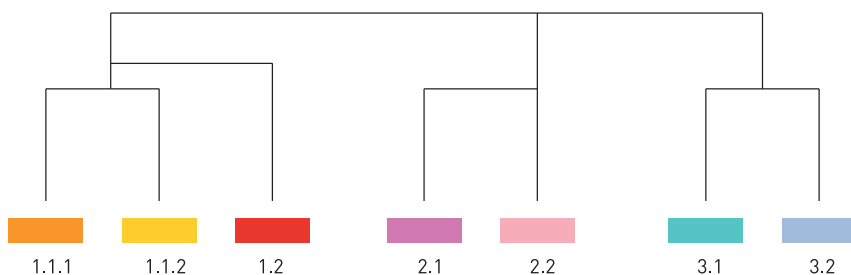
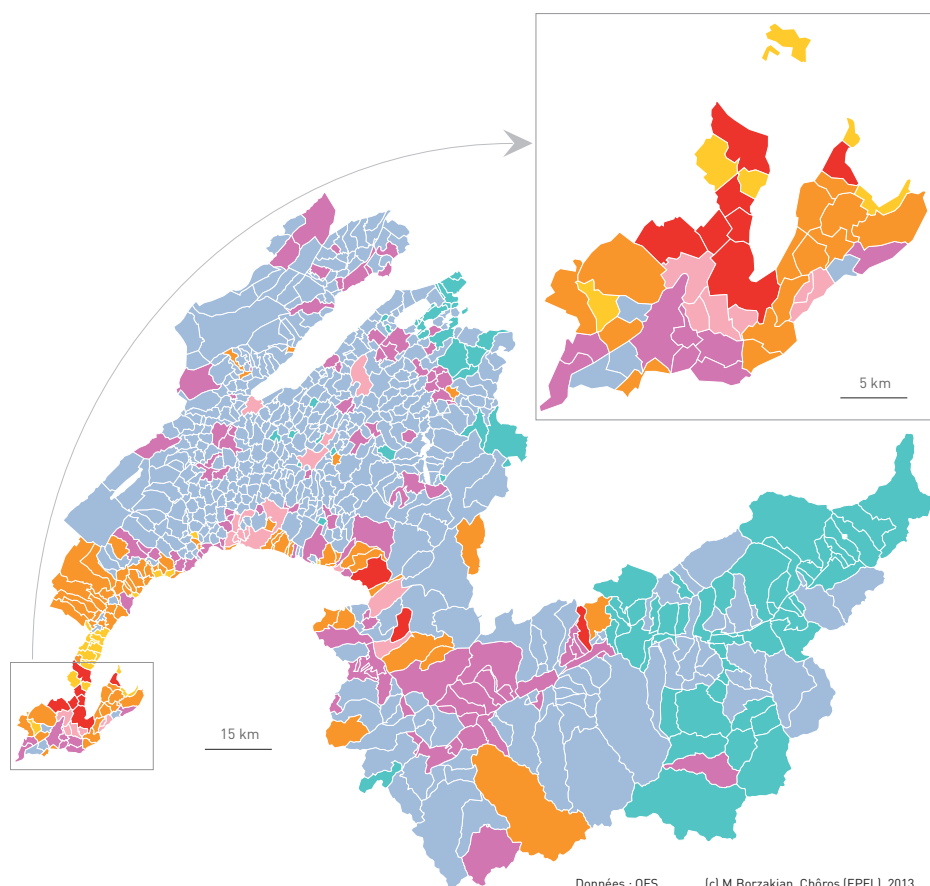
1) Mondialisation des élites économiques (classes 1.1.1 à 1.2):
population étrangère nettement surreprésentée, avec dominante de nationalités «rares» (Russie, Japon) et de ressortissants de pays riches (USA, Royaume-Uni...).

La classe 1.2 est la plus marquée, la 1.1.1 est plus proche du troisième groupe.

2) L'immigration économique (2.1 et 2.2):
population étrangère nettement surreprésentée, surtout les filières de la main-d'œuvre «subalterne»: Portugal, ex-Yougoslavie, pays d'Afrique...

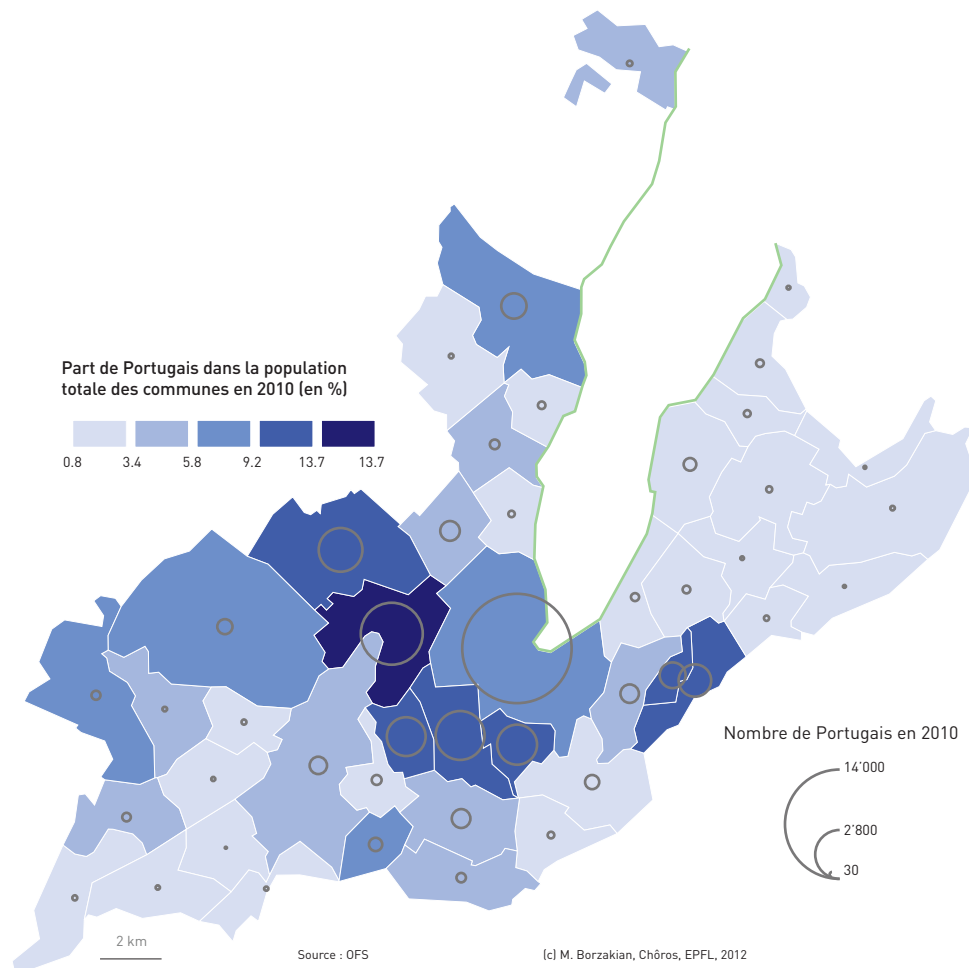
La classe 2.2 présente le profil le plus marqué.

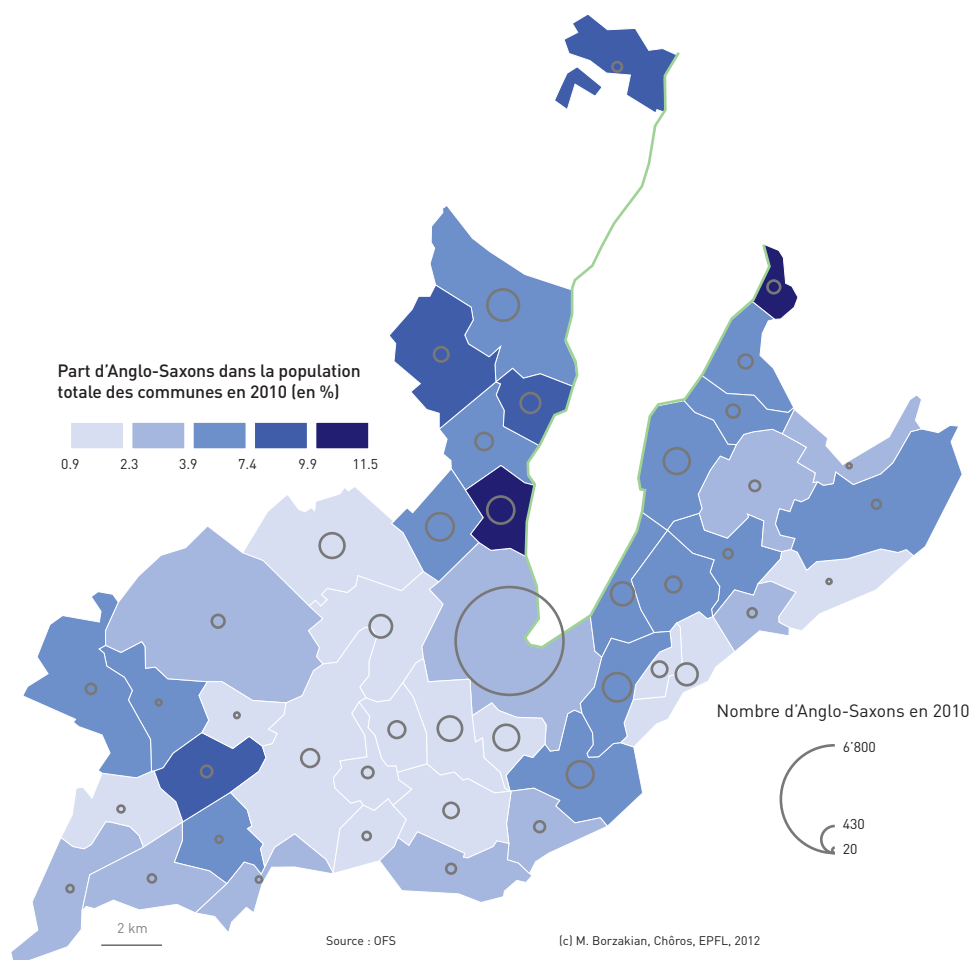
3) La Suisse «suisse» (3.1 et 3.2):
représentation moindre des étrangers, avec dominante germanophone pour le type 3.1.



■ 4. ...mais mal maîtrisé.

La figure suivante, sur le cosmopolitisme, propose une typologie des communes basée sur le recensement des résidents étrangers: le graphique accompagnant la carte montre la logique présidant à cette typologie et les regroupements nationaux effectués en amont. On constate que Genève est originale en Romandie parce qu'elle présente une diversité très importante de nationalités, notamment grâce à celles liées à la Genève diplomatique. On a un éventail extrêmement large, assez rare à l'échelle mondiale, qui constitue certainement un point fort de Genève même si la réponse sur l'utilisation de cet atout ne va pas de soi.





Néanmoins, dans une ville internationale et cosmopolite, cela revêt une signification particulière. Car le fait qu'il y ait une spécialisation géographique par groupe d'origine peut devenir un problème. On évoque ainsi souvent le cas des expatriés anglophones toujours concentrés dans les mêmes endroits, plutôt axés capital économique que capital culturel, moins intéressés par l'activité de la vie urbaine que des gens qui, à revenus égaux, auraient davantage de capital culturel. Cette catégorie des Anglo-Saxons correspond à des cadres d'entreprises aisés, qui ne regardent pas à la dépense pour la relocalisation et qui habitent plutôt dans les quartiers bourgeois, louant ou achetant des villas, mais relativement peu intéressés par le centre. Le problème serait donc, *in fine*, que chaque groupe, si l'on caricature, organise son morceau de ville sans croiser les autres.

■ 5. Une ville mondiale généraliste

Le dernier point transparaît dans le classement récemment publié par le cabinet de conseil international A.T. Kearney. Ce «Global Cities Index» est intéressant car il s'agit d'un indice composite qui ne prend pas seulement en compte le PIB ni des indicateurs de nature économique uniquement : les villes sont classées en fonction de cinq indicateurs traduisant leur influence mondiale mais sans se réduire à la présence des sièges de multinationales ou à la concentration de services aux entreprises, deux critères souvent mobilisés par les économistes mais réducteurs.

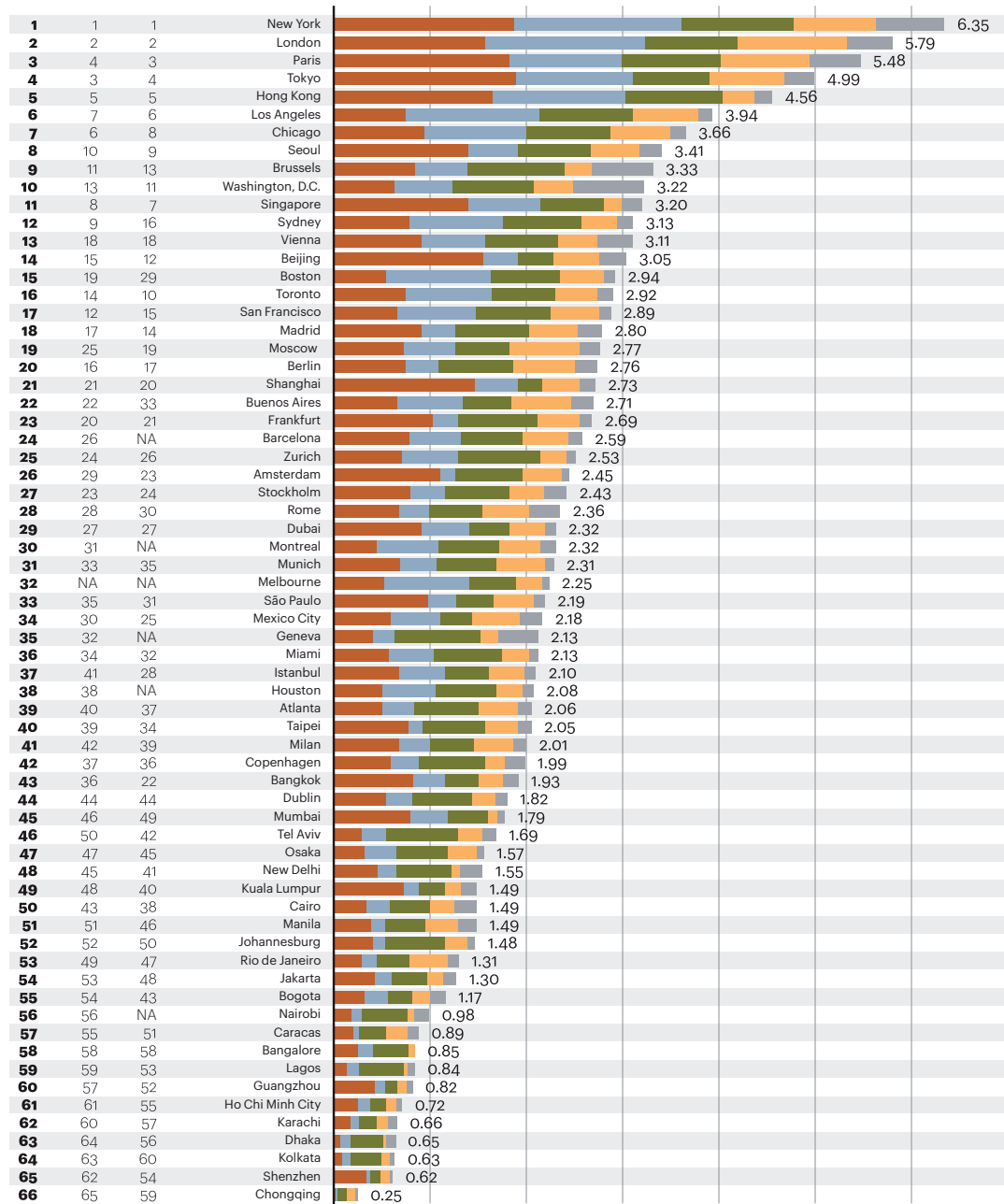


A.T. Kearney Global Cities Index, 2012

Ranking

2012 2010 2008

Values calculated on a 0 to 10 scale



Business activity (30%) Information exchange (15%) Political engagement (10%)
 Human capital (30%) Cultural experience (15%)

Source: 2012 Global Cities Index and Emerging Market Outlook study by A.T. Kearney and The Chicago Council on Global Affairs



New York, Londres, Paris et Tokyo arrivent en tête. Genève se trouve en 35^e position et est de loin la plus petite de toutes ces villes. On observe que toutes les villes en haut du tableau offrent un profil relativement équilibré, mêlant finance, échanges d'informations, capital humain, engagement politique international et culture, montrant qu'une ville mondiale ne se résume pas simplement à une somme de clusters. La question des clusters est intéressante car elle pose la question de savoir si l'international à Genève est un secteur isolable ou si c'est une dimension transversale qui se retrouve dans l'ensemble de la vie urbaine. La réponse de ce tableau nous montre plutôt que le mondial est une dimension transversale. Pratiquement tous les domaines contribuent à la mondialité et ont quelque chose à «vendre» au reste du monde.

On remarquera que, si Genève est assez bonne dans l'engagement politique et en tant que plateforme d'information, elle souffre d'une pénurie de capital humain. Cette situation provient principalement du taux relativement faible de diplômés universitaires en Suisse et à Genève. Les fragilités de Genève se manifestent par des déséquilibres entre les composantes de la mondialité et pas du tout par le fait que le secteur dominant serait trop faible.

Principales conclusions

1. Genève croît mais n'est pas au bord de l'explosion et reste une petite métropole.
 2. Le cosmopolitisme hors du commun de Genève est alimenté par la forte attractivité internationale de l'hyper-centre.
 3. On observe un risque de déconnexion entre une mondialisation «par le haut» (élite socioculturelle) et «par le bas» (main-d'œuvre subalterne).
 4. Les mondialités de Genève sont intégrées au plan productif mais tendent à générer une segmentation croissante de l'espace urbain.
-



INTERVIEW

Manouk Borzakian:

«Genève représente la plus petite des villes mondiales» *

Selon vos résultats, un «cosmopolitisme hors du commun» caractérise Genève...

Genève compte 41% d'étrangers tandis qu'il y en a quelque 24% en Suisse et 10% en France. C'est donc considérable. Même les nationalités les moins représentées le sont, en proportion, plus qu'ailleurs. Surtout, elles incluent des origines provenant de tous les continents.

Vous évoquez un risque pour Genève de déconnexion entre une mondialisation «par le haut» et «par le bas».

Ce point ne constitue cependant pas un aspect spécifique à Genève. Depuis les années 1970, on constate une nouvelle distribution internationale du travail: le tertiaire supérieur est de plus en plus concentré dans quelques dizaines de métropoles, attirant des populations très qualifiées aussi bien occidentales que provenant désormais des pays du Sud. Cette concentration implique le développement d'une importante économie domestique recrutant son personnel notamment dans les pays du Sud. Dès lors, la difficulté est la suivante: pour que la ville reste une vraie ville, il faut que la diversité se rencontre, interagisse. Il ne faudrait pas d'un côté un centre huppé attirant une intelligentsia internationale et de l'autre une population subalterne qui ne se mélangerait pas.

Vous craignez une possibilité de «gentrification» de Genève...

Songez à une ville comme Liverpool. Les docks réhabilités, on a assisté à une réappropriation de la ville par une bourgeoisie à très haut niveau culturel, repoussant à l'extérieur les plus démunis. A Genève, on n'assiste pas encore clairement à ce phénomène mais les données sur ces dix dernières années permettent de formuler l'hypothèse d'une évolution dans ce sens, avec une réappropriation progressive du centre par les classes supérieures – avec comme corollaire, une expulsion des populations plus vulnérables.



Genève reste une petite métropole. Il n'empêche que sa «mondialisation» génère selon vous une segmentation croissante de l'espace urbain.

La présence des OI, ONG et MP ne constitue pas une réalité *off-shore*, qui fonctionnerait indépendamment du reste. Elles ne peuvent exister que s'il y a le reste. La force de Genève consiste donc à ne pas être spécialisée uniquement dans ce «secteur international». La place financière, les activités multinationales mais aussi celles plus locales de la ville ont une importance cruciale pour les internationaux, et vice versa. On a donc un double danger: celui décrit plus haut d'une déconnexion entre l'élite mondialisée et le reste et celui d'une spécialisation de Genève dans un ou quelques secteurs économiques, qui irait à l'encontre de la logique mise en évidence par le classement d'A.T. Kearney et constituerait un risque important à long terme.

En quoi considérez-vous cette étude utile?

Elle place les Genevois face à la réalité de vivre dans une ville qui est très petite par rapport à son influence mondiale. On voit qu'ils sont confrontés à une peur irrationnelle de grandir, peur qui pourrait avoir des conséquences néfastes sur l'avenir de la métropole. La croissance de la ville ne va pas de soi, elle présente des difficultés... mais elle peut aussi être une chance.

* Collaborateur scientifique (post-doctorant), Laboratoire Chôros,
Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne.



IMPACT DIRECT SUR L'ÉCONOMIE GENEVOISE DES MULTINATIONALES ÉTABLIES DANS LE CANTON DE GENÈVE

Bien que l'objectif de cette partie soit l'étude des multinationales étrangères, nous présenterons ici les résultats à la fois pour les multinationales au total, pour les multinationales étrangères et pour les multinationales suisses établies dans le canton. Cela implique qu'on doit d'abord définir ce que sont ces différents types d'entreprises multinationales.

Nous utilisons les définitions de l'OCSTAT, qui nous fournit un grand nombre de données pour cette étude. En effet, nous avons besoin de définitions, chiffres et banques de données harmonisés entre les quatre groupes de recherche, pour pouvoir établir des comparaisons et des conclusions. Il faut préciser également que les chiffres présentés ici sont ceux de 2008, car ils proviennent du Recensement fédéral des entreprises (les chiffres de 2010 devant paraître en 2013). Mais cela ne porte pas vraiment à conséquence dans ce contexte, car nous raisonnons en termes de poids relatif (par exemple poids d'une certaine branche dans la même branche au niveau cantonal).

■ 1. Entreprises multinationales

Au total, 931 multinationales sont établies sur le sol genevois dont 754 sont des multinationales étrangères et 177 des multinationales suisses, comme le montre le tableau ci-dessous.

Les multinationales représentent 76'177 emplois au total dont 60,5% viennent des multinationales étrangères et 39,5% des multinationales suisses.

Etablissements et emplois

	MULTINATIONALES				
	Total	Étrangères		Suisse	
Etablissements	931	754	81.0 (%)	177	19.0 (%)
Emplois	76'177	46'096	60.5 (%)	30'081	39.5 (%)

Parts en % dans le total genevois

	MULTINATIONALES		
	Total	Étrangères	Suisse
Etablissements	3.9	3.1	0.7
Emplois	27.8	16.8	11.0



Par rapport à l'économie genevoise dans son ensemble, les multinationales représentent presque 4% du total des établissements dans l'économie genevoise, les multinationales étrangères représentant 3,1% et les multinationales suisses 0,7%.

En termes d'emplois, l'impact est plus important, car les multinationales représentent presque 28% du total des emplois dans l'économie genevoise (secteurs secondaire et tertiaire, sans organisations internationales).

■ 2. Répartition des emplois

Le tableau suivant répartit les emplois des multinationales dans les principales branches d'activité économique. Il donne ainsi une image de l'activité des multinationales.

Répartition des emplois (%)

	MULTINATIONALES		
	Total	Etrangères	Suisses
Secteur secondaire	14.1	9.9	20.6
Industries manufacturières	11.9	7.9	18.1
Construction	2.2	2.0	2.5
Secteur tertiaire	85.9	90.1	79.4
Commerce de détail et réparation	12.1	7.0	19.9
Commerce de gros (y compris négoce)	13.3	21.0	1.6
Transports et entreposage	2.2	2.6	1.7
Hébergement et restauration	3.9	5.9	0.9
Information et communication	4.5	4.7	4.2
Activités financières et d'assurance	27.8	22.5	36.0
Activités immobilières	0.5	0.3	0.7
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	13.6	17.2	8.1
Activités de services administratifs et de soutien	4.4	3.3	6.1
Autres branches du secteur tertiaire	3.4	5.7	0.0
Total	100.0	100.0	100.0

Il ressort de ce tableau que, en termes d'emplois, les multinationales sont majoritairement actives dans le secteur tertiaire (85,9%). Les multinationales étrangères davantage que les multinationales suisses (90,1% vs 79,4%).

Concernant les multinationales étrangères, leurs emplois se situent principalement dans trois domaines:

- Le commerce de gros (21%) – qui comprend le négoce, que nous ne pouvons pas, à l'heure actuelle, traiter séparément étant donné qu'il est difficile d'obtenir des chiffres spécifiques;
- Les activités financières et d'assurance (22,5%) – qui comprennent également les activités de direction de fonds;



- Les activités spécialisées, scientifiques et techniques (17,2%) – qui comprennent la R&D et les services spécialisés aux entreprises tels le conseil juridique, le conseil fiscal, la gestion d'entreprise et la gestion de holding.

Ainsi, 60% des emplois des multinationales se répartissent entre ces seuls trois domaines, le reste des emplois se distribuant à travers les autres branches des secteurs tertiaire et secondaire.

On observe cependant une différence notable entre les multinationales étrangères et les multinationales suisses. D'une part, ces dernières sont plus actives que les multinationales étrangères dans le secteur secondaire, essentiellement dans la branche de la chimie. D'autre part, dans le secteur tertiaire, 36% des emplois des multinationales suisses se retrouvent dans la branche des activités financières et d'assurance (contre 22,5% pour les multinationales étrangères), ce qui se reflète également dans le poids de leur valeur ajoutée.

■ 3. Valeur ajoutée des multinationales

La valeur ajoutée représente l'augmentation de la valeur des produits résultant du processus de production. Elle correspond à la différence entre la valeur de la production et la valeur des biens et services entrant dans la production (consommation intermédiaire).

Le tableau suivant donne les parts en pour cent de la valeur ajoutée par branche des multinationales dans la valeur ajoutée de la même branche au niveau genevois.

Parts dans la valeur ajoutée du canton (%)

	MULTINATIONALES		
	Total	Etrangères	Suisses
Secteur secondaire	30.8	11.6	19.3
Industries manufacturières	36.0	13.0	23.0
Construction	11.3	6.2	5.1
Secteur tertiaire	40.1	23.7	16.3
Commerce	51.3	35.3	16.0
Transports et entreposage	25.6	17.6	8.0
Hébergement et restauration	19.4	17.6	1.8
Information et communication	39.2	24.8	14.4
Activités financières et d'assurance	76.7	38.3	38.4
Activités immobilières	12.7	5.4	7.3
Activités spécialisées, scientifiques et techniques.	30.5	23.3	7.3
Activités de services administratifs et de soutien	48.4	22.5	25.9
Autres branches du secteur tertiaire	2.5	2.5	0.0
Total	38.4	21.6	16.9



Au total, les multinationales contribuent pour 38,4% à la valeur ajoutée totale de l'économie genevoise: 21,6% proviennent des multinationales étrangères et 16,9% des multinationales suisses.

Au niveau des branches, on note ici aussi les différences mentionnées plus haut entre les multinationales étrangères et les multinationales suisses.

Multinationales étrangères

- Les multinationales étrangères contribuent peu à la valeur ajoutée des industries manufacturières (13%).
- La valeur ajoutée des multinationales étrangères dans la branche du commerce représente 35,3% de la valeur ajoutée de la même branche au niveau genevois.
- La valeur ajoutée de la branche des activités financières et d'assurance représente 38,3% de la valeur ajoutée de la même branche au niveau genevois.

Multinationales suisses

- La valeur ajoutée est plus élevée que celle des multinationales étrangères dans le secteur des industries manufacturières (23% vs 13%).
- La valeur ajoutée dans la branche du commerce atteint 16% de la valeur ajoutée de la même branche au niveau genevois, ce qui est donc moins élevé que pour les multinationales étrangères (35,3%).
- La valeur ajoutée de la branche des activités financières et d'assurance représente 38,4% de la valeur ajoutée de la même branche au niveau genevois.

Il s'ensuit que, pour le commerce dans son ensemble, le poids total de la valeur ajoutée des multinationales représente plus de 50% de la valeur ajoutée de la même branche au niveau cantonal, et pour la branche des activités financières et d'assurance ce poids dépasse même 76%. Les multinationales contribuent donc pour trois quarts à la valeur ajoutée de la branche de la finance à Genève, d'où l'importance des multinationales non seulement pour ce secteur, mais également pour l'économie genevoise dans son ensemble.

■ 4. *Valeur ajoutée par emploi en équivalents plein temps*

Le tableau suivant donne la valeur ajoutée par emploi en équivalents plein temps (par exemple 2 emplois à mi-temps = 1 emploi en équivalents plein temps), ce qui correspond à une mesure de la productivité. Pour les multinationales étrangères, cette valeur ajoutée par emploi s'élève à environ 200'600 francs, alors que celle pour les multinationales suisses atteint environ 245'500 francs.

Les écarts illustrés dans le tableau s'expliquent par la différence de répartition par branche des multinationales. Nous avons vu que les multinationales sont proportionnellement plus présentes et actives dans les secteurs à haute valeur ajoutée (finance, activités spécialisées, commerce) que l'ensemble des établissements de l'économie genevoise. Il s'ensuit que, au total, la valeur ajoutée par emploi en équivalents plein temps est plus élevée pour les multinationales que pour l'ensemble de l'économie genevoise. A noter aussi que, pour cette dernière, la valeur ajoutée par emploi en équivalents plein temps est également plus élevée que celle de l'économie suisse dans son ensemble.



Valeur ajoutée par emploi en équivalents plein temps (francs)

	MULTINATIONALES			ECONOMIE	
	Total	Étrangères	Suisses	Genevoise	Suisse
Secteur secondaire	208'327	185'724	224'775	166'922	142'308
Secteur tertiaire	219'868	202'387	251'404	167'162	142'505
Total	218'148	200'674	245'511	167'119	142'446

■ 5. Impôts des multinationales étrangères

Etant donné qu'il n'y a pas de chiffres directement disponibles sur les impôts payés par les multinationales en question (pour des raisons de secret fiscal), nous avons essayé d'estimer le montant de ces impôts, mais cette estimation demande encore à être affinée.

- D'après ces premières estimations, les impôts (bénéfice, capital et IFD) attribuables aux activités des multinationales étrangères représentent environ 26% du total des impôts sur les sociétés de capitaux et coopératives. Après avoir tenu compte de la part cantonale à l'IFD (17%), environ 430 millions reviennent ainsi au canton et aux communes sous forme d'impôts.
- Quant aux personnes physiques travaillant dans les multinationales étrangères, le montant des impôts revenant au canton et aux communes est estimé à 930 millions, soit environ 27% du total de l'impôt sur le revenu de l'Etat. Cette estimation se base sur la masse salariale distribuée par les multinationales étrangères, qui représente environ 24% de la masse salariale totale genevoise.



Principales conclusions pour les multinationales étrangères

1. La valeur ajoutée directe créée par les entreprises multinationales étrangères s'élève à 8,6 milliards ce qui représente 22% de la valeur ajoutée totale genevoise.
 2. Le nombre de leurs emplois s'élève à 46'096 ce qui représente 17% du total genevois.
 3. Le montant des impôts versés par les multinationales étrangères et revenant au canton et aux communes est estimé à 430 millions, ce qui représente 26% du total des impôts sur les sociétés de capitaux et coopératives.
 4. Pour les personnes physiques employées par les multinationales étrangères, le montant des impôts s'élève à 928 millions, ce qui représente 27% du total de l'impôt sur le revenu prélevé par l'Etat.
 5. La masse salariale totale versée par les multinationales étrangères se monte à 5,5 milliards ce qui représente 24% de la masse salariale totale genevoise.
-



INTERVIEW

Délia Nilles:

«Les multinationales étrangères ont une productivité plus élevée que l'économie genevoise dans son ensemble» *

Les multinationales étrangères représentent 3,1% du nombre total des établissements dans l'économie genevoise et 16,8% du nombre total des emplois. On se serait attendu à des chiffres plus élevés...

En effet, 750 entreprises multinationales étrangères apparaissent bien peu en regard des plus de 24'000 entreprises établies dans la ville du bout du lac. Mais il faut relativiser ce chiffre car une entreprise peut être constituée d'une seule personne. Surtout, il faut rester conscient que, quoi qu'il en soit, les multinationales étrangères recouvrent 17% des emplois à Genève et contribuent beaucoup à l'économie genevoise en termes de valeur ajoutée.

Ce qui se retrouve dans votre calcul de la valeur ajoutée des multinationales étrangères...

En retranchant ce qu'elles doivent injecter dans le processus de production de la valeur de cette dernière, on obtient la valeur ajoutée. La valeur ajoutée des multinationales étrangères (rappelons: 3,1% des établissements et 17% des emplois) représente presque 22% de la valeur ajoutée totale du canton. Elles contribuent donc pour plus d'un cinquième à la valeur ajoutée totale genevoise. Ceci parce que ces multinationales sont actives surtout dans des branches à haute valeur ajoutée.

Le montant des impôts sur les multinationales étrangères atteint 430 millions, ce qui représente 26% du total des impôts sur les sociétés de capitaux et coopératives. Ici encore, c'est considérable.

Incontestablement, même si nous devons encore affiner nos résultats, il est intéressant de noter que les multinationales étrangères payent un quart des impôts genevois (sur les sociétés de capitaux et coopératives)! Sans compter les impôts que payent leurs quelque 46'000 employés et l'argent que ces derniers dépensent pour vivre à Genève.



En quoi cette étude vous paraît-elle utile?

Dans cette première phase, nous avons cherché à établir une image, une photographie de la réalité économique des multinationales à Genève. C'est déjà un pas en avant, de telles données n'existaient pas. Prochainement, nous serons à même de formuler des hypothèses pour le développement futur de l'économie genevoise.

En l'état, vos données permettent de battre en brèche un certain nombre d'idées reçues...

Peu de gens se doutent par exemple qu'en moyenne un emploi de multinationale étrangère rapporte proportionnellement plus qu'un emploi dans le reste de l'économie genevoise! Notre tableau montre que, par emploi, la valeur ajoutée de ces multinationales est plus élevée que pour l'économie genevoise dans son ensemble, du fait qu'elles sont actives dans des secteurs à haute valeur ajoutée. Et, je le répète, ces emplois génèrent à leur tour d'autres emplois et de la consommation sur sol genevois.

* Maître d'enseignement et de recherche, directrice adjointe Institut CREA, Université de Lausanne.



LE PERSONNEL EMPLOYÉ PAR LES MULTINATIONALES ET LES SALAIRES VERSÉS

Si les entreprises multinationales, suisses ou étrangères, localisées dans le canton de Genève emploient, à l'heure actuelle, plus de 70'000 personnes à l'intérieur des frontières cantonales ou dans des succursales situées hors de Genève, cette population active reste mal connue ou alors sujette à bien des images erronées. On prétend ainsi souvent que ces personnes sont le plus souvent de nationalité étrangère, titulaires de permis annuels et qu'elles ne résident que depuis très peu de temps à Genève.

Le troisième volet de l'analyse avait pour objectif de mieux connaître le secteur international par le biais des personnes qu'il emploie et leur insertion dans la région. Pour y parvenir, nous avons utilisé les données statistiques officielles, issues de l'Enquête suisse sur la structure des salaires (ESS), pour décrire en premier lieu le personnel des entreprises multinationales suisses et étrangères en le comparant avec les employés des entreprises locales. Dans un deuxième temps, nous avons analysé la politique salariale des entreprises multinationales pour déterminer si elle se distingue significativement de la politique menée par les entreprises locales et, si oui, sur quels paramètres cette différence se manifeste.

■ 1. Les données

L'analyse présentée dans le cadre de cette troisième partie de l'étude a été réalisée grâce au concours de l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT) qui a accepté de nous livrer l'ESS pour l'année 2010 en distinguant, de manière parfaitement anonyme, les entreprises multinationales suisses et étrangères des entreprises dites «nationales» distinguées l'une de l'autre par une variable binaire qui a pris la valeur de 1 pour les premières et de 0 pour les secondes. Ces données de l'ESS ont été utilisées pour la toute première fois pour comparer les multinationales au reste de l'économie genevoise.

Si les données utilisées dans ce cadre permettent de caractériser le personnel des multinationales et d'explicitier la politique salariale de ces entreprises, elles ne répondent pas à toutes les questions que la population se pose sur ces employés. C'est la raison pour laquelle nous compléterons par la suite cette analyse basée sur des données officielles par les résultats d'un questionnaire qui nous fournira bien d'autres informations relatives à ces personnes. Ce sera l'objet d'une prochaine publication.

Depuis son introduction en 1994, l'ESS est réalisée tous les deux ans, au mois d'octobre. Elle fournit des informations très détaillées sur le salaire et le profil d'un échantillon représentatif de plus de 1,9 millions de personnes employées auprès de 49'000 entreprises établies en Suisse. Pour le seul canton de Genève, nous disposons, pour l'année 2010, de 77'233 observations individuelles de personnes occupées auprès de 2'917 entreprises localisées dans les frontières du canton. A ce propos, il est intéressant de mentionner que Genève fait partie des quelques cantons suisses qui ont fait le choix de financer une extension de l'enquête nationale effectuée auprès des entreprises établies sur leur territoire afin de pouvoir disposer d'un échantillon représentatif à l'échelle cantonale. Les données pour l'année 2012 seront bientôt disponibles, ce qui



nous permettra d'actualiser les informations extraites de l'enquête 2010 utilisée dans le cadre de cette étude.

L'ESS est réalisée au moyen d'un questionnaire écrit qui s'adresse aux entreprises (ou à leur siège principal pour celles qui comptent plusieurs établissements). Ces dernières doivent livrer, entre autres, des informations sur les salaires, les caractéristiques individuelles, la profession et le poste de travail de leurs employés ainsi que des renseignements sur l'entreprise elle-même. Les avantages de cette enquête sont considérables. En particulier, les données sont récoltées sur une base individuelle auprès des employeurs qui doivent remplir une enquête écrite. La fiabilité des données ainsi récoltées est tout à fait remarquable. De plus, cette enquête fournit d'innombrables informations sur les salariés, ce qui permet aux chercheurs d'étudier la structure des salaires en Suisse, ou à Genève, en mettant en évidence, d'une part, les caractéristiques individuelles de la personne et de son job et, d'autre part, en évaluant le «prix» de ces caractéristiques. Sur la base de l'ESS, on peut ainsi expliquer les différences de salaires mensuels bruts standardisés en tenant compte du profil individuel de la personne considérée (et notamment sa formation, son expérience, son ancienneté) mais aussi de son statut de travail (type de permis), du poste qu'elle occupe au sein de l'entreprise (temps de travail - à temps partiel ou complet, position hiérarchique, domaine d'activité), de l'employeur lui-même (le secteur d'activité auquel il appartient, la taille de l'entreprise) et de la couverture, ou non, par une CCT d'association ou d'entreprise (vs contrat de droit privé).

Concernant les salaires, il est demandé aux entreprises d'indiquer non pas des taux de salaire, mais les montants effectifs versés aux salariés sur la base de la durée de travail «normale» dans l'entreprise et de la durée de travail convenue de manière individuelle. Les montants relevés sont convertis en salaires mensuels standardisés, c'est-à-dire qu'ils sont recalculés sur la base d'un équivalent plein temps de 4 1/3 semaines à 40 heures de travail.

Grâce à cette enquête, nous avons pu caractériser les personnes employées au sein des entreprises multinationales, suisses ou étrangères, en les comparant avec celles qui sont occupées dans les établissements locaux. Ceci en mettant l'accent tout d'abord sur la structure des emplois distingués selon le type de permis de travail de leur titulaire.

■ 2. *Emplois selon le type de permis*

Nous avons examiné en premier lieu la structure des emplois offerts par les entreprises multinationales et nationales en nous concentrant sur la part des Suisses, des permis C dans l'emploi total de chaque secteur économique ainsi que la part des permis B et L qui sont détenteurs d'un permis de courte durée, inférieure à 12 mois pour cette dernière catégorie.

Dans les multinationales, les Suisses sont particulièrement représentés dans les secteurs des industries manufacturières (47.4%), les activités financières et d'assurance (58.6%), les activités immobilières (63.9%) et les activités de services administratifs et de soutien (50%). Parmi les secteurs où les multinationales suisses sont prépondérantes, seules les industries manufacturières emploient davantage de Suisses que le reste de l'économie



genevoise. A contrario, parmi les secteurs où les multinationales étrangères sont plus représentées, les Suisses sont moins nombreux dans les secteurs du commerce de gros et de la réparation (30.7% contre 40.1% pour le reste de l'économie) et dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques (32.8% contre 57%).

Le tableau suivant établit une comparaison entre ces deux groupes d'entreprises en agrégeant d'un côté les Suisses et les permis C qui représentent, par définition, la main-d'œuvre stabilisée et les permis B et L qui constituent des employés dont le permis a une validité limitée dans le temps, inférieure même à 12 mois pour les permis L.

Employés selon le secteur économique et le permis de séjour

	PART SUISSES ET PERMIS C		PART PERMIS B ET L	
	Nationales	Multinationales	Nationales	Multinationales
Secteur secondaire	51.8%	52.4%	7.5%	5.6%
Industries manufacturières	52.4%	54.0%	3.9%	5.7%
Secteur tertiaire	62.7%	59.5%	11.5%	15.0%
Commerce de gros et réparation	54.8%	49.6%	7.0%	26.8%
Activités financières et d'assurance	78.2%	74.1%	10.3%	12.3%
Activités immobilières	77.7%	69.4%	3.3%	5.5%
Activités scientifiques et techniques	68.2%	49.4%	7.7%	25.0%
Services administratifs et de soutien	57.7%	59.8%	26.5%	2.7%
Moyenne Genève	60.2%	58.6%	10.6%	13.8%

Ce qui ressort très clairement de l'analyse de ces données, et qui brise une idée reçue quant à la structure des emplois au sein des entreprises multinationales, est le fait que ces dernières, suisses et étrangères confondues, emploient autant de résidents de longue durée (Suisses et permis C, environ 58.6%), que les entreprises «nationales» (60.2%). Cette observation est encore plus frappante si on se limite à la seule population active suisse d'origine qui représente 43.6% du nombre total d'employés des multinationales (suisses et étrangères confondues) contre 42.1% seulement dans le reste de l'économie genevoise. A l'inverse, les entreprises «nationales» font davantage appel à des travailleurs nouvellement établis (Permis B et L).

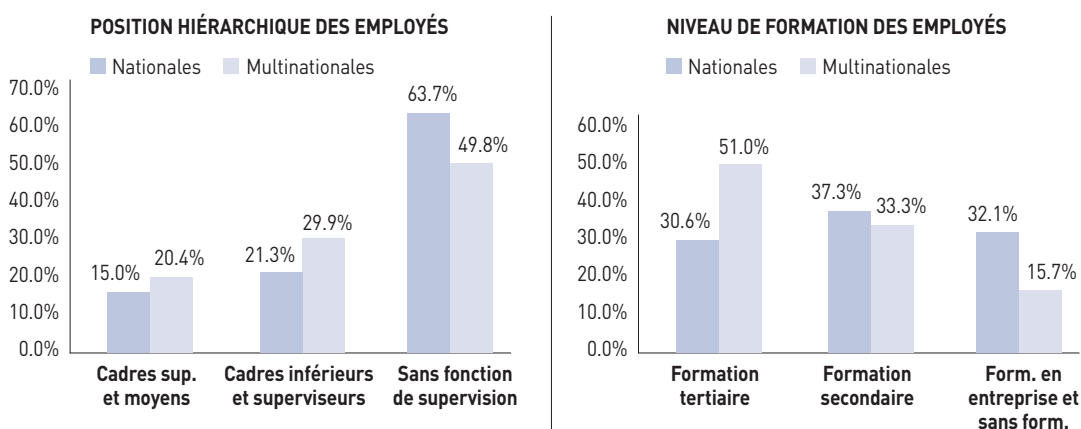
C'est un premier résultat qui révèle une structure et des caractéristiques intéressantes à propos des entreprises multinationales, qui ne vont pas dans le sens de ce que l'on imagine souvent à propos de ces entreprises.



■ 3. Position hiérarchique, niveau de formation et niveau d'exigence du poste

Les multinationales affichent une demande très importante de personnel hautement qualifié (formation tertiaire): en l'occurrence, ainsi que la figure ci-dessous permet de l'observer, 51% du personnel occupé dans les multinationales est doté d'une formation tertiaire. Cette proportion est nettement plus importante que dans les entreprises dites «nationales» (30.6%).

Lorsque l'on regarde la structure du personnel en termes de position hiérarchique, d'autres résultats tout aussi frappants peuvent être mis en évidence en regroupant cadre supérieur et cadre moyen. Cette analyse permet de constater qu'il existe une différence assez nette entre les multinationales au sein desquelles 20.4% du personnel occupe une position de cadre supérieur ou moyen, contre 15% pour le reste de l'économie. Cette même différence apparaît au niveau des positions de cadre inférieurs et superviseurs.



Cette analyse met en évidence que les entreprises multinationales ont, de par leurs activités à Genève (en particulier du fait qu'elles y développent des activités de gestion et de centre de gouvernance), une forte demande pour du personnel qualifié et offrent un nombre relativement important de postes de cadres supérieurs et moyens, observation qui entraîne sans surprise des effets mécaniques en termes des rémunérations proposées par les entreprises multinationales, suisses et étrangères. Il apparaît par ailleurs que pour les postes à responsabilité, les multinationales font plus souvent appel à du personnel étranger récemment établi en Suisse. Ainsi, dans ces entreprises, une plus faible part de Suisses occupe des postes de cadres supérieurs (6.8% pour l'ensemble des secteurs économiques) que dans l'ensemble de l'économie genevoise (11.7%), mais occupe davantage des postes de cadres moyens ou inférieurs. Une plus grande part d'étrangers (détenteurs de permis C ou B) occupe des postes de cadres supérieurs (8.6% contre 4%).

En termes de niveau de formation et de niveau d'exigence du poste occupé, les employés suisses travaillant dans les multinationales ou dans les autres entreprises, non-multinationales, ont un profil similaire. En revanche, les employés étrangers des multinationales sont mieux formés que les employés étrangers travaillant dans le reste de l'économie.



Ainsi plus de 60 % des étrangers des multinationales sont détenteurs d'une formation supérieure (université ou HES) contre 20% dans le reste de l'économie. De même, les étrangers occupent davantage les postes les plus exigeants dans les multinationales. Ce résultat confirme la pénurie de personnel qualifié dont souffre l'économie genevoise, tout comme l'économie suisse qui contraint nombre d'entreprises, notamment les multinationales, à recruter leur personnel à l'étranger.

■ 4. Différences salariales

Après avoir décrit le personnel employé par les entreprises multinationales, en comparaison avec les établissements locaux, nous avons cherché à analyser si, à profil identique, pour des postes exactement similaires et des personnes dotées du même profil, elles offrent des rémunérations plus favorables que celles des autres employeurs. Pour ce faire, nous avons utilisé la méthode dite de l'équation des salaires qui permet d'expliquer le niveau des rémunérations obtenues par chaque employé à partir des observations des individus quant à leur salaire et toutes les variables explicatives qui exercent une influence significative sur les rémunérations. Le détail de cette analyse est présenté dans une publication scientifique que les lecteurs intéressés peuvent retrouver sur le site de la Fondation pour Genève ainsi que sur celui de l'Observatoire universitaire de l'emploi de l'Université de Genève (www.unige.ch/lea/oue).

L'analyse des politiques salariales menées par les entreprises multinationales et nationales s'est avérée extrêmement riche. Seuls quelques résultats sont livrés dans cette publication. Un aspect particulièrement intéressant était lié aux politiques salariales des entreprises multinationales par rapport aux entreprises «nationales», comparaison que nous avons effectuée en contrôlant pour l'ensemble des caractéristiques qui permettent de déterminer le salaire de chaque personne employée dans une entreprise ou dans l'autre.

Ci-contre, on retrouve la liste des variables que nous avons contrôlées pour établir si, avec un profil exactement identique, les multinationales payent mieux ou moins bien que leurs homologues nationaux.

À profil similaire (même position hiérarchique, même nombre d'années d'expérience), un employé travaillant dans une entreprise multinationale gagnera 14.3% de plus qu'une personne employée par une entreprise «nationale» de l'économie genevoise.

Cette différence découle du fait que les multinationales ont tendance à rémunérer davantage certains profils. Nous retrouvons dans le tableau ci-dessous les raisons de ces différences. En particulier, sur la première ligne, nous constatons que la prime versée par les entreprises

PRIMES SALARIALES

Type d'entreprise	
Nationale	Référence
Multinationale	14.3%
Variables de contrôle	
Formation	Oui
Exigence du poste	Oui
Position hiérarchique	Oui
Expérience	Oui
Genre	Oui
Ancienneté	Oui
Permis de séjour	Oui
Taille de l'entreprise	Oui
Domaine d'activité de l'emploi	Oui
Branche d'activité	Oui
Constante	Oui
Observations	66'921



nationales pour un niveau de formation universitaire ou EPF, est de 19.6% alors qu'il est de 23% au sein des entreprises multinationales. Ce résultat reflète bien évidemment la demande très forte émanant des entreprises multinationales pour des personnes hautement qualifiées.

On retrouve également des différences significatives au niveau des exigences du poste mais aussi au niveau des positions hiérarchiques avec des primes notamment associées aux positions de cadre supérieur. Celles-ci s'élèvent à 43%, au sein des entreprises multinationales, alors qu'elles ne sont que de 26.5% pour les entreprises dites «nationales».

PRIMES SALARIALES

	Nationales	Multinationales
Formation		
Université, EPFL	19.6%	23.0%
Apprentissage	Référence	Référence
Sans formation	-0.6%	-11.7%
Exigence du poste		
Le plus difficile	14.8%	34.3%
Indépendant	2.4%	15.0%
Connaissances professionnelles	Référence	Référence
Simple et répétitif	-8.9%	-10.0%
Position hiérarchique		
Cadre supérieur	26.5%	43.0%
Cadre moyen	20.7%	31.2%
Cadre inférieur	9.8%	15.0%
Supervision	5.0%	10.1%
Sans fonction de cadre	Référence	Référence
Observations	44'337	22'584

■ 5. Quelques résultats préliminaires issus des questionnaires individuels

Sur la base des questionnaires individuels que nous avons reçus et que nous allons continuer à exploiter dans la suite de cette étude, nous avons été en mesure de présenter déjà, dans le cadre de cette première publication, quelques résultats préliminaires. Comme nous avons pu l'expliquer dans la partie méthodologique de cette publication, les questionnaires que nous avons envoyés au personnel des entreprises ou des organisations internationales nous permettent de compléter les informations extraites des données officielles et de bénéficier d'une image plus précise encore de la population des «internationaux».

Le premier tableau se réfère à l'intégration et à la situation familiale de cette population prise dans son ensemble. A partir de ces observations, nous avons pu extraire les résultats suivants:

- Le séjour moyen à Genève des personnes qui ont répondu à l'enquête est de 13 ans pour les multinationales et de 11 ans pour les OI/ONGS ce qui brise une idée reçue selon laquelle les personnes employées dans ces multinationales sont depuis peu de temps à Genève et cherchent plutôt à en repartir. Or, il n'en est absolument rien, comme en



témoignent les réponses fournies à la question: «Souhaitez-vous rester à Genève au moins 3 ans?», 84% des gens répondent positivement.

- Dans les multinationales, 75% des personnes parlent français à domicile, 80% pour les OI/ONG.

INFORMATIONS RELATIVES AU SÉJOUR

	Multinationales	OI/ONG
Résidence		
Séjour moyen à Genève	13 ans	11 ans
Intention de rester à Genève (au moins 3 ans)	84%	80%
Ménage et situation familiale		
La langue du ménage est le français	75%	43%
L'employé est en couple	72%	72%
L'employé a un ou des enfants	53%	59%

Le deuxième tableau se réfère au logement, question qui fera l'objet d'un cahier spécial à venir. Il permet de constater qu'une proportion non négligeable de personnes employées dans le secteur international loge en villa et qu'elle est propriétaire de son logement. Ces pourcentages sont en tous les cas plus élevés que ceux qui sont observés auprès de la population totale résidant dans le canton de Genève. De surcroît, plus de 70% des employés des entreprises multinationales ou des organisations internationales occupent un logement de 4 pièces ou plus. Cela traduit la taille de leur groupe familial, mais aussi leur niveau de revenu. Finalement, ce tableau permet de constater que la proportion de personnes qui disposent d'un logement payé par leur employeur est très faible pour ce qui concerne les organisations internationales. En revanche, 10% des employés des entreprises multinationales qui ont répondu à notre enquête ont indiqué que leur logement était financé par leur employeur. Il s'agit sans doute de personnes titulaires d'un permis de courte durée (permis L). Nous approfondirons cette question dans la suite de nos travaux.

INFORMATIONS RELATIVES AU LOGEMENT

	Multinationales	OI/ONG
Type de logement		
Villa	33%	37%
Appartement	67%	63%
Type de contrat		
Propriétaire	32%	41%
Locataire	58%	57%
Logé gratuitement	10%	1%
Taille du logement		
1-3 pièces	26%	21%
4-5 pièces	38%	41%
6+ pièces	36%	39%



Principales conclusions

- Bien qu'encore préliminaires, ces premiers résultats battent en brèche des idées reçues concernant la composition du personnel employé par les multinationales, qui ne diffère guère de celle des entreprises qui ne font pas partie de ce groupe.
 - En particulier, il apparaît que les multinationales emploient davantage d'étrangers nouvellement arrivés que les autres entreprises genevoises.
 - Les données de l'enquête sur la structure des salaires confirment également la pénurie de personnel qualifié dont souffre l'économie genevoise, tout comme l'économie suisse qui contraint nombre d'entreprises, notamment les multinationales, à recruter leur personnel à l'étranger.
 - Cette situation explique aussi pourquoi ces entreprises valorisent fortement le niveau de formation du personnel qui obtient, toutes choses égales par ailleurs, des rémunérations plus élevées que les employés des entreprises non multinationales. Ces résultats sont conformes aux conclusions dérivées de l'analyse effectuée sur l'impact des entreprises multinationales, qui ont révélé que ce secteur avait une valeur ajoutée par personne significativement plus élevée que celle des autres entreprises.
 - Les résultats préliminaires de notre étude indiquent que l'image de «l'expatrié» qu'on se fait de la population étrangère dans le secteur international est quelque peu fausse. Ces employés sont en moyenne présents à Genève depuis de nombreuses années (alors qu'un *turn-over* plus important était attendu) et qu'ils souhaitent y rester pour la plupart. Ils sont en grande majorité francophones, bien que cela soit moins le cas pour les employés des organisations internationales. A l'instar des Genevois, le logement figure en tête des problèmes rencontrés par le personnel du secteur international. Ces résultats ne confirment en tous les cas pas l'image d'une population déconnectée du reste de la cité et d'une segmentation entre la Genève internationale et sa région d'accueil.
-



INTERVIEW

Yves Flückiger:

«Il était temps de fournir une image plus réelle des internationaux à Genève» *

Votre étude bat en brèche bon nombre d'idées reçues ou préconçues vis-à-vis des internationaux à Genève...

L'intérêt d'une telle étude a résidé dans la possibilité d'utiliser des statistiques officielles pour en donner une image plus réelle des internationaux que les caricatures parfois véhiculées sur la base de simples impressions. Ceci, même si ces statistiques ne couvrent pas la totalité des informations que nous aurions souhaité obtenir. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons élaboré un questionnaire. Nous avons obtenu à ce jour quelque 4'000 réponses de personnes occupées dans des multinationales ou des organisations internationales. Elles nous permettront de compléter les informations que nous avons pu mettre en évidence sur les bases de données officielles. Nous les analyserons en détail, mais nous avons déjà pu mettre en évidence que les internationaux ne sont pas des gens de passage ni principalement des Anglo-Saxons. Ils vivent à Genève depuis plus de dix ans et sont majoritairement francophones.

Pensez-vous que vous auriez obtenu les mêmes résultats il y a par exemple vingt ans?

Non, les choses ont considérablement évolué. Ces dernières années, beaucoup d'entreprises se sont installées à Genève. Et puis, la situation du logement s'est péjorée et l'immigration a augmenté, de sorte que la réalité est plus tendue.

Un autre point qui ressort de votre étude : la pénurie de personnel qualifié dont souffre l'économie genevoise tout comme l'économie suisse qui contraint nombre d'entreprises, notamment les multinationales, à recruter leur personnel à l'étranger...

Cela ne signifie pas que la formation soit moins bonne chez nous. C'est un problème quantitatif. La proportion de cadres de niveau supérieur étrangers est plus importante que celle des cadres suisses dans les multinationales. Le marché local ne permet pas de répondre à la demande de main-d'œuvre émanant de ces entreprises.



Pour la suite, quels aspects comptez-vous aborder pour affiner votre étude?

La question du logement doit être précisée. Quels types d'appartements occupent les internationaux, de quelle taille, quel loyer payent-ils. Il n'existe pas de données sur cet aspect, notre questionnaire permettra de les fournir. On sait que leur demande en logement n'est pas tout à fait la même que celle de la population locale. L'analyse permettra de savoir si l'offre disponible sur le marché immobilier local répond à leur demande. De même pour la santé, l'éducation, etc. Un point important concerne la question de l'intégration. Nous avons élaboré un questionnaire qui permettra de beaucoup mieux connaître les habitudes des internationaux. Quels journaux ils lisent, quelles personnes et quels lieux ils fréquentent.

Pourra-t-on savoir quels sont les secteurs de consommation des internationaux sur Genève?

Cela mériterait une étude très détaillée, dont l'importance déborderait largement le cadre de la présente étude étant donné qu'il n'existe pas d'informations à ce sujet. Pour l'heure, nous avons commencé à investiguer ce champ en diffusant une enquête auprès des membres de la Chambre de commerce et d'industrie de Genève.

A ce stade, des pistes se dégagent-elles de votre étude dans le sens d'une influence au niveau politique?

Hormis l'aménagement des formations universitaires pour répondre à la demande des entreprises multinationales, notamment au niveau des compétences linguistiques et des stages en entreprises, non. Il faut attendre des résultats plus précis, en particulier au chapitre crucial du logement, afin de savoir quoi construire, où et dans quelle proportion.

* Professeur d'économie, Université de Genève.



LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES GOUVERNEMENTALES ET NON GOUVERNEMENTALES ET LES MISSIONS PERMANENTES

Deux questionnaires ont été envoyés aux organisations internationales gouvernementales (OI) et non-gouvernementales (ONG), et aux missions permanentes (MP). Le premier était destiné aux représentants des ressources humaines et/ou Top Management. Cette enquête comportait des questions générales sur leurs organisations respectives. La deuxième enquête était destinée aux employés de ces organisations. Elle comportait des questions portant sur leurs vie professionnelle et expériences de Genève.

Le taux de réponse varie pour chaque groupe d'acteurs mentionné ci-dessus, et est actuellement de 41% pour les OI, 13.5% pour les ONG et 4% pour les MP. Le taux de réponses au questionnaire « Personnel des organisations internationales gouvernementales et non-gouvernementales et des missions permanentes » est de 6.5%.

Les premiers résultats montrent que, pour les OI, les deux facteurs les plus importants quant à l'attractivité de Genève sont la présence d'organisation(s)/société(s) importante(s) pour les activités de leurs organisations et la politique d'accueil de la Suisse comme État hôte (système des privilèges et immunités et facilités). Un autre facteur important est lié à la qualité de la vie pour les employés de ces organisations internationales. Les MP évoquent les mêmes facteurs comme étant les plus importants pour eux.

Les ONG accordent également une grande importance à la présence d'organisation(s)/société(s) importante(s) pour les activités de leurs organisations (il s'agit du facteur choisi par la grande majorité). Les autres facteurs les plus fréquemment cités sont la politique d'accueil de la Suisse comme État hôte ainsi que la position géographique et la réputation de Genève.

En ce qui concerne les relations entre toutes ces organisations, dans l'optique de la formation de *clusters* ou centres d'excellence, il est intéressant de relever que 89% des OI, 79% des ONG et 44% des MP qui ont répondu au questionnaire admettent avoir des interactions fréquentes avec des OI basées à Genève. De surcroît, 48% des OI, 81% des ONG et 33% des MP disent interagir fréquemment avec des ONG. Ces résultats semblent démontrer l'existence d'un effet d'agglomération qui constitue en soi un facteur d'attraction pour d'autres organisations internationales. En revanche, cet effet ne paraît pas se manifester entre le secteur public et le secteur privé qui semblent avoir beaucoup moins de contacts entre eux. Ainsi, 18% seulement des OI et 27% des ONG déclarent avoir des interactions fréquentes avec des entreprises multinationales.

Il est intéressant de relever également que la grande majorité des organisations qui ont répondu aux questionnaires déclare se sentir bien acceptée par la population de Genève, de la région et de la Suisse en général.

Quant à l'importance de Genève en rapport avec d'autres localisations, les MP perçoivent leur présence à Genève comme étant indispensable pour leurs Etats d'origine. Les ONG indiquent pour la plupart d'entre elles qu'aucune autre ville ou canton suisse n'aurait pu entrer en considération pour l'installation de leurs bureaux. Les ONG ainsi que les OI



peuvent uniquement imaginer être présentes à New York si elles n'avaient pas de bureaux à Genève, mais elles évoquent très rarement d'autres villes (telles que Bruxelles, Vienne, Lausanne, ou autre).

En guise de conclusions, on peut mettre en exergue les principales tendances provisoires suivantes:

- Genève semble clairement bénéficier d'un effet d'agglomération dans le domaine des OI et des ONG, ce qui entraîne mécaniquement la localisation d'un nombre important de MP;
 - par contre, cet effet d'agglomération est difficile à cerner pour les entreprises multinationales; ceci est surprenant dans la mesure où les partenariats public-privé ont pris beaucoup d'importance au niveau international, en particulier dans les domaines de l'environnement et de la santé;
 - en outre, la force et les particularités des effets d'agglomération dans le secteur international public restent à démontrer;
 - enfin, il ressort très nettement des premiers dépouillements de notre enquête que Genève reste un lieu primordial, et en sus apprécié, pour la coopération internationale et l'activité des organisations y relatives.
-



INTERVIEW

Cédric Dupont:

«Les internationaux se sentent très bien à Genève» *

Pour les ONG comme pour les OI et les MP, le premier point d'attractivité d'installation à Genève réside dans la présence à Genève d'autres organisations utiles à leur activité.

Cela est tout à fait clair pour les ONG. Elles viennent à Genève parce que les OI s'y trouvent. Mais les réponses des OI à notre questionnaire sont moins nettes à ce sujet.

Ces organisations ont-elles d'étroites relations avec le secteur privé?

Cela reste à approfondir, nous y travaillerons sur la base d'entretiens. A ce stade, tout ce que nous pouvons affirmer est que les OI, dans notre questionnaire, ne mentionnent pas le secteur privé comme un interlocuteur qu'elles pratiquent de manière fréquente.

Vient ensuite la politique d'accueil de la ville comme facteur d'attractivité.

De là à savoir si ce facteur est décisif, il faudra là encore le préciser. Il faudra mesurer le degré de profondeur de cette motivation. Il apparaît clairement, en revanche, que les internationaux se sentent très bien à Genève. Nous devons encore établir dans le détail ce qui les attire en particulier. En tout état de cause, ils ne sont pas affectés par les éventuels opposants à leur présence.

En quoi cette étude vous apparaît-elle utile?

Elle permet de constater qu'on connaît très mal la Genève internationale. Nous en avons tous une idée, mais pas une connaissance systématique dans ses ramifications. Prenez par exemple le réseau «droits de l'homme»: on pourrait penser que le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme est le noyau central du réseau, or notre enquête semble indiquer un rôle très important du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, organisation dont le domaine spécifique d'action est l'action humanitaire. En d'autres termes, notre recherche permettra d'aller bien au-delà des catégorisations existantes de *clusters* ou groupes d'excellence de la Genève internationale.



Vos premiers résultats débouchent sur une tautologie : les organisations internationales sont attirées par la présence des autres organisations internationales. Il ne faut donc doublement pas qu'elles partent!

Nous devons préciser ce point crucial. Tout dépend de leur interrelation. Dans certains secteurs oui, dans d'autres non. La question s'étend à leurs relations avec le secteur privé. Elle est de savoir à quel point les multinationales utilisent les organisations internationales.

Cette première étude donne-t-elle des pistes pour la gouvernance genevoise?

Il est rassurant de constater que la plupart des internationaux se sentent bien à Genève. Mais il est inquiétant de découvrir qu'il ne semble pas qu'il y ait une forte intégration de la Genève multinationale avec la Genève des organisations internationales. De quoi poser des problèmes de pilotage de la Genève multinationale de la part de nos autorités. Nous préciserons ce point dans la suite de notre étude.

* Professeur de science politique,
Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement, Genève.



ENTRETIENS CROISÉS

Questions posées par les journalistes lors de la conférence de presse du 26 novembre 2012

Le calcul de la valeur ajoutée intellectuelle est-il envisageable?

Cédric Dupont: La question de la mesure de cet impact est extrêmement difficile. On pourrait l'imaginer en termes de brevets ou standards mais ils sont produits partout dans le monde, les organisations basées à Genève jouant avant tout un rôle de coordination. Une mesure en termes de production d'idées propres à Genève est donc difficile. Je précise que ce n'est pas un objectif de l'étude.

Avez-vous déjà des recommandations pour les autorités?

Yves Flückiger: Nous nous réservons le soin de terminer l'étude et l'analyse. Nous pouvons néanmoins évoquer les défis en termes de logement et de formation (enfants des internationaux) qu'il faudra prendre en compte.

Ivan Pictet: Cette étude doit pouvoir être utilisée par les décideurs politiques et privés quels qu'ils soient. Ce que nous voulons établir, ce sont des faits, une sorte de «Ist-Zustand» actuel, mais ce sont aussi des scénarii pour le futur car, au cours des dix dernières années, la croissance économique et démographique a été beaucoup plus forte dans la région lémanique qu'ailleurs en Suisse. Aux décideurs ensuite, d'en tirer les conclusions et de prendre des décisions.

Comment est venue l'idée de cette étude?

Ivan Pictet: L'idée m'est venue il y a une année. Je constatais alors un changement d'ambiance à Genève relayé d'ailleurs dans les médias. Voici seulement cinq ans, lorsqu'une nouvelle multinationale ou organisation internationale venait s'installer à Genève, cela faisait la une des journaux. On félicitait l'Office cantonal de la promotion économique pour ce succès. Au cours des derniers mois, en revanche, on a perçu des réactions de plus en plus négatives à l'arrivée des acteurs de la Genève internationale. Il ne faut pas oublier qu'il y a 40% de résidents étrangers à Genève et 50% qui y travaillent. Cela nous a incités à contacter les quatre instituts universitaires lémaniques pour faire le point de la situation, évaluer les grands enjeux et les problèmes à résoudre sans plus nous baser sur des chiffres qui n'étaient plus à l'ordre du jour.

De qui parlez-vous lorsque vous évoquez les «idées reçues»?

Yves Flückiger: La lecture d'articles de presse ou de prises de positions dans les courriers de lecteurs présente parfois une image d'Épinal du secteur international qui est en train de s'instiller dans les esprits des gens sans que celle-ci soit fondée sur une quelconque réalité.. Un des objectifs de l'étude consiste à dépasser et à surmonter cette image pour envisager véritablement les faits concernant ce secteur.



Jacques Lévy: la Genève internationale tend à être considérée comme un objet isolable, un abcès dont on pourrait se débarrasser. Nous avons été surpris de constater à quel point elle est finalement immergée et impliquée dans la vie sociale genevoise. A ce stade de notre étude, nous disposons déjà d'un énoncé commun qui permet d'affirmer que la Genève internationale est fortement ancrée dans la vie économique et sociale genevoise.

Comment allez-vous communiquer ces données?

Ivan Pictet: Nous avons déjà entamé la réflexion sur l'avenir de Genève par la publication de quatre Cahiers sur la gouvernance mondiale, les *softs laws*, etc. Nous avons l'intention de publier pour chacune des phases de cette vaste étude un Cahier qui résumera les résultats et conclusions de cette étude.

Quels seraient les critères pour définir la plus-value du cosmopolitisme genevois?

Jacques Lévy: C'est très difficile à mesurer car on est dans le systémique. La diversité culturelle peut se mesurer, mais sans pouvoir encore en évaluer les effets. S'agissant du cosmopolitisme, on peut examiner si les différentes populations habitent plus ou moins loin les unes des autres. Mais il y a aussi les rencontres et les interactions, difficiles à objectiver. A Genève ce n'est pas évident de désigner des endroits où tout le monde est présent. Il y a peu de lieux culturels qui permettent ce genre de rencontres. En fait, les effets se manifestent au niveau de la productivité. Dans une société d'innovation, on ne peut pas programmer le «nouveau». La richesse cosmopolite est un élément de décalage et d'altérité qui peut permettre d'inventer des choses qu'on inventerait moins facilement autrement.

La question est donc: peut-on mesurer la part du PIB du Grand Genève envisagée comme la conséquence de sa configuration spatiale particulière? On peut le faire par comparaison. Par exemple, la plupart des grandes villes du monde ont une productivité par habitant supérieure à l'espace de référence. C'est vrai aussi en Suisse, mais relativement faiblement. Il est intéressant de vérifier si le Grand Genève capitalise au maximum ses atouts.

Yves Flückiger: Le cosmopolitisme genevois est un facteur d'attraction. C'est donc un atout. Et c'est un facteur extrêmement important pour que Genève puisse partir à la conquête du monde. Aujourd'hui la maîtrise des langues et la maîtrise de la culture représentent des éléments essentiels pour partir à la conquête, notamment des marchés asiatiques. De plus en plus d'étudiants au niveau de la maturité et de l'université s'intéressent à la langue chinoise. Ce n'était sûrement pas le cas voici dix ans seulement.



Quel développement pour Genève? Est-ce qu'on reste sur une Genève à taille humaine ou est-ce qu'on se développe dans une sorte de mégapole? Ou est-ce qu'on décroît?

Yves Flückiger: Nous partirons des caractéristiques sociodémographiques de la population des multinationales et des organisations internationales, en termes de structure familiale (nombre d'enfants, âge), pour déterminer la demande dans le domaine de l'éducation notamment. On peut faire le même type d'exercice au niveau du logement, de la santé et de la mobilité. Il s'agira de procéder à des projections sur la demande à venir au cas où ces populations viendraient à croître, ce qui nous permettrait de mesurer les infrastructures et la logistique nécessaires pour accueillir ces populations, et confronter la demande à l'offre existante. Cette analyse nous permettra de déterminer les éventuels goulots d'étranglement.

Jacques Lévy: Vous avez posé une question fondamentale. Nous commençons à percevoir que le développement de la Genève internationale pose la question de Genève en général. C'est cohérent avec l'idée que le mondial est central dans le système productif social genevois. Donc, si on ne veut pas du développement de la Genève internationale, il est probable qu'on ne veuille pas du développement plus général de Genève.

Ivan Pictet: La question ne se pose pas au niveau du développement de la Genève internationale mais à celui de la croissance ou de la décroissance. Nous avons vu que cette croissance est possible car la densité de la Genève internationale n'est pas très forte et que les multinationales, avec 18% des emplois, apportent 26% des recettes fiscales du canton. Alors, il faut se poser la question: dans le cas où nous souhaiterions réduire la voilure à Genève, pourrions-nous continuer de mener le même train de vie? Genève pourrait-elle conserver son rôle, sa culture, son cosmopolitisme? C'est une remise en question fondamentale. Dans le mandat que nous avons donné aux instituts universitaires, dans une des études qui sera faite, nous disposerons des éléments d'appréciation des forces dynamiques (croissance, stabilité ou décroissance) ainsi que de ses effets. L'apport actuel de cette étude de la Genève internationale est considérable. Ce qui manque à Genève, c'est la prise de conscience de cette importance.

Il existe deux domaines de la Genève internationale (multinationales/organisations internationales), avec deux politiques différentes. Votre étude pourra-t-elle analyser les interdépendances entre les deux domaines?

Cédric Dupont: C'est une des questions sur lesquelles on va se pencher pour l'analyse des *clusters*. Selon nos premiers résultats, il semblerait que les deux mondes ne sont pas très enclins à expliciter leurs relations mutuelles. Soit cela signifie que les deux mondes sont très séparés, soit qu'ils distinguent mal leurs activités mutuelles, soit encore qu'ils ne veulent pas qu'on les mesure. On connaît déjà les partenariats public-privé dans le domaine de la santé autour de l'OMS ou dans le domaine de l'environnement. Mais c'est plus difficile à analyser dans le domaine du commerce et du négoce. Ce sera l'un des points forts de l'analyse des *clusters*.



SYNTHÈSE

Synthèse

Ce Cahier est le premier fruit d'une vaste étude sur le secteur international à Genève visant à mieux cerner l'impact de ce secteur sur le canton et sa région et à mieux en comprendre le fonctionnement, notamment de ses différentes composantes. L'étude vise *in fine* à offrir aux décideurs politiques et aux acteurs économiques une analyse validée scientifiquement en vue d'établir des politiques et stratégies pour un développement durable du canton et plus largement de la région.

Notre étude est la première de son genre sur la Genève internationale. Elle est à la fois plus ambitieuse que les travaux précédents et cherche à remédier à leurs lacunes. En particulier, les chiffres et études existants ne nous disent pas ce qu'est véritablement le secteur international – sa composition socio-culturelle, la longueur des séjours des personnes qui forment ce secteur, l'origine nationale des employés et des investissements – ni comment ses différentes composantes (multinationales, OI, ONG et missions diplomatiques) interagissent (l'existence d'une douzaine de *clusters* n'a pas fait l'objet d'études fouillées) et encore moins la manière dont il s'intègre dans le tissu socio-économique et l'espace genevois. En outre, la méthodologie employée par les études précédentes sur l'impact économique du secteur international reste soit peu transparente soit discutable.

Dans cette perspective, une équipe pluridisciplinaire de chercheurs issus des quatre principales institutions académiques de l'arc lémanique, l'Université de Genève, l'Université de Lausanne, l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, et l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève, a mis en œuvre une démarche rigoureuse, combinant analyses qualitatives et quantitatives, utilisant de manière novatrice les données existantes, notamment auprès de l'Office cantonal de la statistique et de son pendant au niveau fédéral, et en lançant une large enquête pour recueillir une mine de nouvelles données.

Ce premier Cahier livre les premiers résultats de l'analyse de ces différentes données. En premier lieu, nous avons cherché à analyser les impacts directs (création de richesse mesurée par la valeur ajoutée et les impôts) et indirects (dépenses des entreprises) ainsi que les effets induits sur l'économie genevoise et régionale du fait de la présence d'une partie du secteur international, les multinationales étrangères. En nous basant sur les chiffres de l'OCSTAT et du recensement fédéral des entreprises pour l'année 2008, nous arrivons aux premières conclusions suivantes:

- La valeur ajoutée directe créée par les entreprises multinationales étrangères s'élève à 8,6 milliards ce qui représente 22% de la valeur ajoutée totale genevoise.
- Le nombre de leurs emplois s'élève à 46'096 ce qui représente 17% du total genevois.
- Le montant des impôts versés par les multinationales étrangères et revenant au canton



et aux communes est estimé à 430 millions, ce qui représente 26% du total des impôts prélevés sur les sociétés de capitaux et coopératives.

- Pour les personnes physiques employées par les multinationales étrangères, le montant des impôts s'élève à 928 millions, ce qui représente 27% du total de l'impôt sur le revenu perçu par l'Etat.
- La masse salariale totale versée par les multinationales étrangères se monte à 5,5 milliards, ce qui représente 24% de la masse salariale totale genevoise.

Ce premier Cahier livre également les premiers résultats de l'analyse du profil des individus qui travaillent pour ces multinationales, dans un objectif de mieux cerner non seulement la dimension économique et fiscale de l'offre d'emploi des multinationales mais ses implications sociales plus larges. Dans cette perspective, l'étude laisse apparaître que, contrairement à certaines idées reçues, la composition du personnel employé par les multinationales ne diffère guère de celle des entreprises qui ne font pas partie de ce groupe. L'économie genevoise souffre d'une pénurie de personnel qualifié qui contraint nombre d'entreprises, notamment les multinationales, à recruter leur personnel à l'étranger. Cette situation explique certainement pourquoi ces entreprises valorisent fortement le niveau de formation du personnel qui obtient, toutes choses égales par ailleurs, des rémunérations plus élevées que les employés des entreprises non multinationales. De manière plus générale, nos premières analyses semblent indiquer que l'image de «l'expatrié» de la population étrangère dans le secteur international est quelque peu faussée. Ces employés sont en moyenne présents à Genève depuis de nombreuses années (alors qu'un *turn-over* plus important était attendu) et ils souhaitent y rester pour la plupart. Ils sont en grande majorité francophones, bien que cela soit moins le cas pour les employés des organisations internationales. A l'instar des Genevois, le logement figure en tête des problèmes rencontrés par le personnel du secteur international. Ces résultats ne confirment en tous les cas pas l'image d'une population déconnectée du reste de la cité et d'une segmentation entre la Genève internationale et sa région d'accueil.

Le dynamisme économique du secteur international à Genève a entraîné, au cours des années, une modification du paysage sociodémographique de la ville et du canton, qui est à la source de défis urbains importants pour les autorités politiques. Ce premier Cahier de notre étude apporte un éclairage géographique, cartographique qui permet de mieux cerner la nature et l'importance de ces défis. En premier lieu, l'impact spatial de la croissance est certes clairement identifiable mais Genève n'est pas au bord de l'explosion et reste une petite métropole. Son cosmopolitisme hors du commun est alimenté par la forte attractivité internationale de l'hyper-centre. En même temps, ce cosmopolitisme genevois est mal maîtrisé car les différents groupes de populations d'origines diverses cohabitent certes, mais interagissent peu. En outre, on observe un risque de déconnexion entre une mondialisation «par le haut» (élite socioculturelle) et «par le bas» (main-d'œuvre subalterne), ce qui tend à générer une segmentation croissante de l'espace urbain.



L'ultime éclairage apporté par ce Cahier porte sur les interactions au sein de la Genève internationale. Il repose sur les premiers dépouillements de la vaste enquête conduite auprès de l'ensemble des acteurs de la Genève internationale. Il en ressort que Genève semble clairement bénéficier d'un effet d'agglomération dans le domaine des OI et des ONG, ce qui entraîne mécaniquement la localisation d'un nombre important de missions permanentes des pays membres des diverses organisations. Par contre, cet effet d'agglomération est difficile à cerner pour les entreprises multinationales. Ceci est surprenant dans la mesure où les partenariats public-privé ont pris beaucoup d'importance au niveau international, en particulier dans les domaines de l'environnement et de la santé. En outre, la force et les particularités des effets d'agglomération dans le secteur international public restent à démontrer.

Les prochains Cahiers consacrés à notre recherche approfondiront et étendront les premiers résultats livrés ici, en abordant notamment des aspects tels que l'intégration des personnes travaillant dans le secteur international, leurs demandes en matière de logement, de formation, de santé et de mobilité, la perception par la population locale de ce secteur international, et la densité des interactions au sein du secteur international.



Prochaines étapes

Notons que la présentation du présent Cahier constitue l'un des six qui devraient être publiés dans les prochains 15 à 18 mois. Lancés chacun par une conférence de presse, ils porteront respectivement sur:

- Les résultats des questionnaires individuels auprès des organisations internationales et des multinationales (le regard et le profil du personnel international; sa demande en matière de logement, de formation, de santé et de mobilité).
- Le secteur international et la région (pour examiner les questions et les défis pour la mobilité et le logement).
- La notion de cluster, mesure des éventuels effets de synergie entre les différents acteurs (les OI et les ONG travaillent-elles vraiment ensemble ou viennent-elles à Genève pour travailler ensemble? En d'autres termes, y-a-t-il une Genève internationale ou de multiples «Genèves internationales»?)
- La perception du secteur international par la population, mais aussi l'impact de ce secteur sur l'ensemble des entreprises locales (avec une enquête auprès des PME genevoises).
- Une analyse prospective qui mettra en évidence les facteurs et les défis de développement de la Genève internationale.

Le calendrier provisoire des prochaines parutions issues de la recherche est pour l'instant le suivant:

- Juin 2013: «Mobilité, logement, urbanisme»
- Septembre 2013: «Education, santé»
- Novembre 2013: «Cluster»
- Mars 2014: «Vivre ensemble»
- Juin 2014: «Synthèse».



ORGANISATION DE LA RECHERCHE

La recherche est réalisée dans le cadre d'une collaboration étroite entre quatre hauts partenaires, l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL), l'Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement (IHEID), l'Université de Genève et l'Université de Lausanne.

Chacun des quatre partenaires a désigné en son sein un professeur responsable de la supervision du projet confié à son institution. Il s'organise comme il l'entend pour effectuer le mandat, mais il assume la responsabilité quant aux livraisons attendues pour la bonne conduite du travail. Les quatre professeurs désignés par leur institution (Cédric Dupont pour IHEID, Jacques Lévy pour l'EPFL, Yves Flückiger pour l'Université de Genève et Délia Nilles pour l'Université de Lausanne) forment le Comité de direction du mandat. Chacun des professeurs responsables pour son institution est chargé de:

- vérifier que le calendrier de la recherche, défini entre les quatre institutions partenaires, est bien respecté;
- participer aux réunions qui ont lieu à la fin des différentes étapes de la recherche, pour présenter les résultats obtenus au sein de son institution et discuter, sous un angle critique, les travaux effectués par les trois autres partenaires;
- prendre part aux réunions de présentation des résultats intermédiaires et finaux aux mandataires.

L'ensemble du mandat est placé sous la responsabilité du professeur Yves Flückiger de l'Université de Genève, qui se porte garant de la bonne réalisation des travaux à l'égard du mandataire. Il est aussi responsable de la mise en œuvre du mandat au sein des quatre partenaires et de la réunion régulière du Comité de direction du mandat.

Composition du groupe de travail

Université de Genève (coordination):

Yves Flückiger (vice-recteur, professeur) assisté de Tuan Nguyen, Vahan Garibian, Didier Raboud et Julie Michaud (communication)

Université de Lausanne: Délia Nilles (directrice adjointe, Institut CREA)
assistée de Dyai Conde

EPFL: Jacques Levy (professeur, directeur Laboratoire Chôros)
assisté de Manouk Borzakian

IHEID: Cédric Dupont (professeur, science politique)
assisté de Yelyzaveta Rubach.



REMERCIEMENTS

La Fondation pour Genève remercie pour leur précieux concours:

la Confédération suisse, notamment la Mission permanente de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies et des autres Organisations internationales à Genève,

la République et canton de Genève, notamment le Bureau du délégué de la Genève internationale, le Service ONG de la Chancellerie d'Etat et l'Office cantonal de la statistique,

la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève,

la Fédération des Entreprises Romandes Genève,

Genève Place Financière,

Geneva Trading and Shipping Association,

le Groupement des Banquiers privés genevois,

le Groupement des Entreprises Multinationales,

ainsi que toutes les organisations internationales, missions permanentes, multinationales, entreprises et membres du personnel qui ont joué le jeu en répondant aux questionnaires.



Editeur: Fondation pour Genève

Rédacteurs: Yves Flückiger (UNIGE), Délia Nilles (UNIL),
Manouk Borzakian (EPFL), Cédric Dupont (IHEID)

Supervision éditoriale, interviews: Serge Bimpag (bimpagcommunication)

Conception et mise en page: La Fonderie

Crédits photos: Didier Casagrande

Impression: ABP Project Global Printing Solutions

Mars 2013